

Armées

d'aujourd'hui



IRMA

LES ARMÉES MOBILISÉES

REVUE STRATÉGIQUE : L'AUTONOMIE DE LA FRANCE



Les armées mobilisées



© S. MALVERT - DICoD



Dans notre baromètre, les Français plébiscitent à 88 % l'intervention des armées françaises pour secourir et sécuriser la population sinistrée de l'île de Saint-Martin après le passage dévastateur de l'ouragan Irma. Cette vaste opération interarmées a mobilisé en urgence des moyens aériens, humains, maritimes et

logistiques sans précédent.

En un temps record, 90 000 litres d'eau et 100 000 rations ont été acheminés auprès de la population par voies maritime et aérienne. À cette occasion, l'A400M a même effectué sa première mission humanitaire, transportant jusqu'à 30 tonnes de vivres et de matériel. Aujourd'hui, l'île est en voie de reconstruction. Cette opération, née d'une catastrophe naturelle, est atypique. Elle complète le tableau bien plus global de la compréhension des menaces qui pèsent sur la France dans un contexte stratégique où notre environnement est soumis à des bouleversements majeurs. C'est ce que nous dit Florence Parly à l'occasion de la publication de la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale, dont les travaux du comité de rédaction conduits par Arnaud Danjean sous la responsabilité du ministre des Armées serviront de cadre à la prochaine loi de programmation militaire 2019-2025.

Plus que jamais le terrorisme est une menace majeure pour nos populations. Dans un monde multipolaire, où l'instabilité et l'imprévisibilité dominant, la Revue stratégique défend un modèle d'armée complet et équilibré qui donne à la France les moyens de son autonomie stratégique. Répondre au mieux aux besoins, d'abord opérationnels, des armées – comme récemment lors de l'annonce du Plan famille – est le projet commun qui réunit la ministre Florence Parly et la secrétaire d'État Geneviève Darrieussecq à destination des hommes et des femmes de la Défense qui portent des valeurs humaines importantes.

Valérie Lecasble, directrice de la Délégation à l'information et à la communication de la Défense

N° 420
ARMÉES D'AUJOURD'HUI.



Directrice de la publication
Valérie Lecasble

Chef du département rédactions
LCL (air) Philippe Labourdette-Liaresq

Rédacteur en chef
Paul Hessenbruch (09 88 67 29 11)

Rédactrice en chef adjointe
CNE (terre) Séverine Bollier

Secrétaire générale de rédaction
Sybille Prenel

Secrétaire de rédaction
Yves Le Guludec

Rédaction

Carine Bobbera, Aude Borel, Camille Brunier,
EV 2 Thomas Casaux, EV2 Nicolas Cuoco,
Samantha Lille

Service Icono / Photos

Christophe Deyres, Patrice Mayon,
MCH Anthony Thomas-Trophime

Directeur artistique

Jean-Charles Mougeot (09 88 68 61 74)

Mise en page

Bureau des Éditions – Dicod

Chef de fabrication

Jean-François Munier (09 88 68 61 80)

Courrier des lecteurs :

armeesdajourd'hui@dicod.defense.gouv.fr

Sommaire

Sur le vif	4
En bref	10
Irma	
Secourir avant de reconstruire	14
Grand angle	
La Revue stratégique de défense et de sécurité nationale	20
Interview	
Geneviève Darrieussecq secrétaire d'État	30
Invictus Games	
Les jeux de la fraternité	32
Sentinelle	
Un dispositif optimisé	36
Médecine de guerre	
Un savoir-faire plébiscité par les facultés	38
Futurs commissaires	
Parés pour le terrain	40
Exposition	
En immersion dans le quotidien du soldat	44
On a testé pour vous	
La plate-forme de rééducation du mal de mer	46
Rencontre	
Entre mer et mêlée	48
Kiosque	50

Impression

Imprimerie de la DILA
Direction de l'information légale et administrative
29, quai Voltaire, 75007 Paris

Dépôt légal

Février 2003, Dicod, 60 Boulevard du Général Martial
Valin – CS21623, 75509 Paris Cedex 15
N° ISSN : 0338 - 3520

Abonnement (ECPAD)

Formulaire téléchargeable sur ecpad.fr / 01 49 60 52 44
routage-abonnement@ecpad.fr

Régie publicitaire (ECPAD)

01 49 60 58 56 / regie-publicitaire@ecpad.fr

Couverture

©Arnaud Roiné/ECPAD



@Defense_gouv



Ministère des Armées







Le 21 septembre, la ministre des Armées, Florence Parly, s'est rendue à bord du sous-marin nucléaire lanceur d'engins *Le Terrible*. La ministre s'est fait présenter les capacités opérationnelles du bâtiment et a salué le professionnalisme des sous-mariniers, leur sens du devoir et leur abnégation dans l'accomplissement de la mission stratégique de dissuasion.

Photo : Florent Le Bihan/Marine nationale

Une première pour l'A400M Atlas de la 61^e escadre de transport d'Orléans : le 1^{er} septembre, l'appareil a réalisé un atterrissage tactique en conditions opérationnelles dans la bande sahélo-saharienne, sur la base avancée de Madama, au Niger. L'A400M a confirmé à cette occasion ses capacités de transport sur terrain sommaire.

Photo : Olivier Le Comte/ECPAD







Les artilleurs de la task force Wagram poursuivent leur soutien aux soldats irakiens dans leur lutte contre Daech. Depuis le lancement de la bataille d'Hawija, en Irak, le 21 septembre, plus d'une trentaine de missions d'appui feu ont été conduites par des Caesar, camions équipés d'un système d'artillerie français.

Photo : Jérémie Faro/ECPAD



Plan famille

DOUZE MESURES PRINCIPALES ANNONCÉES

Florence Parly, ministre des Armées, a présenté le Plan famille destiné à l'accompagnement des proches et à l'amélioration des conditions de vie des militaires, le 31 octobre, à Balard (Paris).

Ce plan, qui s'étale sur 5 ans, permettra de mieux concilier un engagement exigeant avec une vie familiale épanouie en aidant d'abord les plus fragiles et en se penchant sur les questions de la disponibilité et de la mobilité. Mieux prendre en compte les absences opérationnelles, mieux accompagner la mobilité, ancrer la garnison au cœur de la vie familiale et sociale sont les lignes directrices des 12 mesures principales de ce plan. Il fera l'objet d'un suivi et d'un dialogue permanent avec les instances de concertation. Dès 2018, 70 % des actions prévues seront mises en œuvre.



© PATRICE MAYON/DICOD

Déplacement LA MINISTRE AUX ÉTATS-UNIS

Du 18 au 20 octobre, Florence Parly s'est rendue aux États-Unis, allié historique et partenaire incontournable des armées françaises. Ce déplacement a permis à la ministre d'aborder de nombreux enjeux de défense et de sécurité communs avec les autorités américaines. Elle a aussi visité la Darpa et le SCO, deux emblèmes de l'innovation de la défense américaine.

1 500 000

kilomètres ont été parcourus par le groupement tactique logistique de l'opération Barkhane en quatre mois.

“ **La France doit continuer d'innover dans sa stratégie pour le domaine spatial, afin de rester en pointe dans les domaines civil et militaire.** ”

Florence Parly, lors du 6^e comité de concertation entre l'État et l'industrie dans le domaine spatial.

1 000

heures de vol ont été réalisées en trois ans par les Awacs français dans le cadre de l'opération Chammal.

Initiative 5+5

Le Cema français réunit ses homologues

Le 18 octobre, le général François Lecointre, chef d'état-major des armées (Cema), a rencontré à Paris ses homologues des pays membres de l'Initiative 5+5. Cette initiative, présidée par la France cette année, lie cinq États de la rive nord de la Méditerranée (Espagne, France, Italie, Malte, Portugal) et cinq pays de la rive sud (Algérie, Libye,

Maroc, Mauritanie, Tunisie). La réunion a permis de revenir sur les grandes réalisations qui traduisent des avancées opérationnelles concrètes de ce forum. Elle s'est achevée par la signature d'une déclaration conjointe par laquelle les Cema se sont engagés à poursuivre et à approfondir les initiatives lancées pour renforcer le partenariat méditerranéen.



© EMA

Partenariat

L'ARMÉE DE L'AIR RAVITAILLE DES HELVÈTES

Un Boeing C135-FR du groupe de ravitaillement en vol (GRV) 2/91 Bretagne a ravitaillé un F/A-18 Hornet suisse le 23 octobre. Une opération réalisée au cours d'un entraînement alliant les moyens des deux pays. Le GRV Bretagne, placé sous le commandement des forces aériennes stratégiques (FAS), survole quotidiennement l'espace aérien français pour assurer aux forces aériennes l'allonge stratégique indispensable à l'accomplissement de l'ensemble des missions de l'armée de l'Air. À ce titre, il ravitaille



© L.-A. MAUCORPS/ARMÉE DE L'AIR

tous les avions de chasse français mais aussi divers appareils étrangers, permettant à la France d'honorer certains partenariats de défense, de participer à des exercices interalliés et d'intervenir au sein de coalitions internationales sur des théâtres extérieurs.

Le Journal de la Défense (#JDEF), diffusé sur la chaîne LCP, valorise la mobilisation des armées aux Antilles après le passage de l'ouragan Irma



© ARNAUD ROINÉ/ECPAD



LE TWEET QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER

Convention

LES ARMÉES FONT LEUR CINÉMA

Florence Parly, ministre des Armées, et Pauline Rocafull, présidente de la Guilde française des scénaristes, ont signé le 26 septembre une convention cadre pour développer la coopération entre le cinéma français et les armées. En offrant conseils, expertise ou encore séjours d'immersion, la Mission cinéma, au sein de la Dicod, donne la possibilité aux professionnels de l'audiovisuel de mieux appréhender les réalités

opérationnelles et l'expérience des femmes et des hommes du ministère des Armées. « Cet accord est une chance pour le cinéma français. Je me réjouis de cette porte grande ouverte, c'est un pont entre deux mondes », a résumé la présidente de la Guilde française de scénaristes, syndicat qui représente près de 350 scénaristes travaillant pour le cinéma, la fiction télévisée et l'animation.

Événement

Balard, vitrine de l'innovation

À l'occasion de l'exposition « Les innovateurs au cœur des opérations », Florence Parly a rencontré les femmes et les hommes innovateurs du ministère des Armées, à Balard, le 5 octobre. Les objectifs de cette journée étaient de faire découvrir les bonnes idées et nouvelles pratiques au sein du ministère, d'encourager la prochaine génération d'inventeurs et d'informer sur le dispositif de soutien de la Mission pour le développement de l'innovation participative. Cette opération a mis à l'honneur une quarantaine de produits et solutions imaginés par le personnel du ministère des Armées et de la gendarmerie nationale. Cette dynamique participative s'inscrit dans les objectifs de la ministre, qui place l'innovation et le numérique au cœur de son action. Selon Florence Parly, « cette démarche éprouvée s'appuie sur la capacité d'innovation de tous les personnels, civil et militaire, pour gagner en efficacité et faciliter l'accomplissement des missions du ministère. Cultiver la créativité et encourager les initiatives individuelles et collectives sont les clés du succès de la transformation dans lequel le ministère des Armées est engagé. »



© VÉRONIQUE BESNARD/ECPAD

Entraînement interallié BOLD ALLIGATOR 2017

Exercice amphibie multinational, Bold Alligator s'est déroulé du 19 octobre au 2 novembre à Camp Lejeune, aux États-Unis. Organisé conjointement par la marine américaine et le corps des marines, ce rendez-vous a permis à des troupes américaines, françaises, britanniques, mexicaines, norvégiennes et canadiennes de travailler ensemble. À cette occasion, la France a déployé un sous-groupe tactique interarmes au sein de l'US Task Force, armé par la 13^e demi-brigade de Légion étrangère et des renforts de la 6^e brigade légère blindée, ainsi que la frégate de défense aérienne *Forbin*, intégrée dans un groupe aéronaval.



© EMA

Forum DGA Innovation 80 INNOVATIONS INÉDITES

Pour sa 6^e édition, le forum organisé par la Direction générale de l'armement (DGA) réunira les principaux acteurs de l'innovation de défense le 7 décembre à l'École polytechnique. Près de 1 000 participants issus du monde académique, industriel et étatique sont attendus. L'objectif est de favoriser les échanges autour de thèmes communs pour accélérer le passage de l'idée au produit. Plus de 80 innovations inédites, avec des retombées civiles et militaires, sont à découvrir. Portés par des PME, des laboratoires ou des grands groupes, les projets présentés ont notamment pu voir le jour grâce aux 730 millions d'euros d'études amont investis en moyenne chaque année par la DGA pendant la loi de programmation militaire 2014-2019.

Chammal UN NOUVEAU PARKING POUR LES APPAREILS DE TRANSPORT



© EMA

Le régiment du génie de l'air a inauguré le 29 septembre dernier un nouveau parking destiné à accueillir des avions de transport sur la base aérienne projetée au Levant. Après deux ans de projection sur l'opération Chammal, cette unité a réalisé plusieurs projets de création, d'amélioration et de maintien en condition des chaussées aéronautiques de la base aérienne projetée au Levant. Il est le seul régiment des armées françaises à posséder cette capacité. La base est aujourd'hui capable d'accueillir en même temps un Atlantique 2 armé, un A310 et un A400M ou un C160.

RENDEZ-VOUS

Colloque

« La Fayette, nous voilà. L'engagement américain en France 1917-1918 »

À l'occasion du centenaire de l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, un colloque international se tiendra **les 23, 24 et 25 novembre** à l'université de la Sorbonne, à Paris. Inscriptions obligatoires sur www.lafayettenousvoilà.fr



© WORLD WART SIGNAL CORPS PHOTOGRAPH COLLECTION

Exposition

« Razzle Dazzle, l'art contre-attaque »

Dans le cadre du Centenaire 14-18, le musée national de la Marine à Brest présente **jusqu'au 31 décembre 2018** une exposition sur un sujet aussi méconnu que surprenant : le camouflage *razzle dazzle* (éblouissant, aveuglant, tape-à-l'œil) des navires pendant la Première Guerre mondiale.





Ensemble
pour la **défense**
de votre **sécurité.**

ASSURANCE VIE

CHECK LIST



Préparer l'avenir



Protéger mes enfants



**Épargner
pour ma famille**

Épargne Retraite 2 Plus*
Contrat d'assurance vie de
groupe multisupports

2,80% en 2016

2,80 % net de frais de gestion annuels et brut de prélèvements sociaux et fiscaux, attribué sur le support en euros, pour l'année 2016, du contrat **Épargne Retraite 2 Plus, contrat d'assurance vie de groupe multisupports**, sous réserve de la présence d'un capital constitué sur ledit support au 31/12/2016. **Les rendements passés ne préjugent pas des rendements futurs.**

En partenariat avec l'ASAC-FAPES, le GMPA vous permet d'adhérer au **contrat d'assurance vie de groupe Épargne Retraite 2 Plus*** afin de vous constituer, à votre rythme, un capital accessible à tout moment pour vos projets, vos enfants, votre retraite.

Contactez votre conseiller
www.gmpa.fr

*Épargne Retraite 2 Plus est un contrat d'assurance vie de groupe exprimé en euros et/ou en unités de compte, souscrit par l'ASAC, association loi 1901 et garanti par Allianz Vie, entreprise régie par le Code des assurances - SA au capital de 643 054 425 euros - 340 234 962 RCS Nanterre.

ASAC-FAPES est une marque de Fapes Diffusion, 31 rue des Colonnes du Trône - 75012 Paris — Enregistrée auprès de l'ORIAS n° 07 000 759 (www.orias.fr) en qualité de courtier en assurance (catégorie B au titre de l'article L520-1 II du Code des assurances), de courtier en opérations de banque et services de paiement et de mandataire non exclusif en opérations de banque et services de paiement.

Groupement Militaire de Prévoyance des Armées (GMPA) TSA 64012 - 92087 La Défense Cedex. Association déclarée, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, fondée en 1949. Paris. Fédération Têgo (GMPA membre fondateur) Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 déclarée le 14.09.2015 - 51, rue de Miromesnil - 75008 PARIS.

En partenariat avec:

ASAC
FAPES



ÉPARGNE RETRAITE
2 PLUS
FAPES DIFFUSION



Sélection Premium
Épargne
2015-2016



Le Particulier
VICTOIRE D'OR : ASAC-FAPES
pour son contrat Épargne Retraite 2 Plus

Contrat régulièrement analysé et distingué par des experts indépendants (goodvalueformoney.eu, assurance-vie.lesdossiers.com) et des jurys de professionnels (lerevenu.com, leparticulier.fr).

COMMUNICATION À CARACTÈRE PROMOTIONNEL ET PUBLICITAIRE.

GMPA EST TÊGO

Secourir avant de recons



struire



Après le passage de l'ouragan Irma dans les Antilles françaises début septembre, le ministère a déclenché une vaste opération interarmées pour secourir l'île de Saint-Martin. D'importants moyens humains, aériens, maritimes et logistiques ont été déployés en urgence pour venir en aide à la population sinistrée.

Par Samantha Lille – Photos : Arnaud Roiné/ECPAD



- 1 Comme sur l'ensemble de Saint-Martin, Irma a semé le chaos dans la marina de l'Anse-Marcel.
- 2 Des soldats du 2^e régiment de dragons chargent dans un camion des packs d'eau qui seront distribués à la population.
- 3 Émilienne, institutrice à la retraite de 72 ans, remercie les militaires pour leur aide.
- 4 Sur l'aéroport de Princess Juliana, dans la partie néerlandaise de l'île, des passagers embarquent à bord d'un A400M. L'Atlas effectue sa première mission humanitaire.



explique-t-il. À 450 kilomètres du poste de commandement, à Saint-Martin, les militaires français accomplissent un travail considérable. Le 13 septembre, 90 000 litres d'eau et 100 000 rations avaient déjà été délivrés par voie maritime ou aérienne; les Casa de l'armée de l'Air assurant jusqu'à six rotations par jour vers l'île. Aux côtés de ces « petits » avions de transport tactique, le titan des airs, l'A400M Atlas, participe à sa première mission humanitaire. « Grâce à cet appareil, nous chargeons entre 20 et 30 tonnes de vivres ou de matériel et nous pouvons transporter jusqu'à 116 personnes depuis l'aéroport Princess Juliana, situé du côté néerlandais de l'île, la seule plate-forme à pouvoir accueillir l'Atlas », indique à la descente de l'avion le capitaine Guillaume, commandant de bord au sein de l'escadron de transport 1/61 Touraine. À quelques pas de lui, vêtu de son gilet jaune, le caporal-chef

lant de son camion GBC. Aujourd'hui, il récupère le fret transporté par l'A400M. La veille, il assurait avec sa section la protection d'un supermarché. Sécuriser les lieux de distribution de vivres fait également partie des missions des militaires français, tout comme les patrouilles à pied, de jour comme de nuit, qui ont été instaurées pour dissuader les pillards.

ÉCOUTER ET RASSURER LES HABITANTS

Dans le quartier Marigot, la section du sergent-chef Marvyn, du 3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine, débute la sienne à 18 heures. Pour ce Guadeloupéen parlant couramment créole, ces missions ont aussi pour but d'écouter les habitants, de panser comme ils peuvent les blessures psychologiques et de les rassurer quant à l'aide qui va leur être apportée. « Nous avons eu beaucoup d'eau dans notre maison mais nous sommes vivants ! », lance un groupe de

Irma était attendue mais personne ne s'était imaginé une telle puissance dévastatrice. Le 6 septembre au matin, à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, l'ouragan de catégorie 5 a quasi tout emporté sur son passage. Ces îles paradisiaques des Antilles françaises sont ravagées. Le chaos a désormais un visage.

Immédiatement, une course contre la montre s'engage pour secourir les populations sinistrées. Les armées ont pour mission d'intervenir à Saint-Martin, où 95 % des habitations sont détruites. Les forces prépositionnées en amont du passage de l'ouragan sur réquisition du préfet de la zone de défense poursuivent leur déploiement à vive allure. Vols de reconnaissance, soutien logistique, sécurisation, travaux de déblaiement : face à l'ampleur de la catastrophe, la mobilisation du ministère des Armées est sans précédent.

En quelques jours, une véritable opération interarmées a été mise sur pied, conduite depuis Fort-de-France, en Martinique, par le commandant des forces armées aux Antilles, le contre-amiral René-Jean Crignola. « J'assure à partir d'ici le contrôle opérationnel des forces militaires engagées. Pour cela, je travaille en lien permanent avec le préfet de zone, Franck Robine, au sein de la chaîne interministérielle de conduite de crise mise en place dès l'arrivée de l'ouragan »,

“ Le métier de soldat implique de répondre à n'importe quelle mission. Nous devons donc être capables de venir en aide aux personnes qui en ont besoin. ”

Alexis s'active sur le tarmac. L'agent de transit prépare l'embarquement de 51 passagers qui ont décidé de quitter Saint-Martin ce jour-là. Avec lui, les échanges se font à la volée, l'homme est très demandé. Malgré ces multiples sollicitations, il évoque une « belle expérience qui permet d'avoir un contact direct avec la population ». Dans trois jours, il fêtera ses douze ans d'armée, ici, à 7 000 kilomètres de la France métropolitaine. Son homonyme du 2^e régiment de dragons partage son enthousiasme. « Notre cœur de métier est d'être soldat. En tant que tel, nous devons répondre à n'importe quelle mission, ce qui signifie que nous devons aussi être capables de venir en aide aux personnes qui en ont besoin », estime le sous-officier de 24 ans, au vo-

femmes atablées devant les décombres d'une bâtisse. Après avoir connu la fureur d'Irma et les frémissements de José et Maria, les Saint-Martinois affichent une surprenante résilience, presque déstabilisante. Le lendemain, Marvyn et ses hommes en ont un autre exemple. Au cœur du quartier populaire de Sandy-Ground, ils croisent la route d'Émilienne, dit « Mimi », une institutrice à la retraite de 72 ans. Ce petit bout de femme au caractère bien trempé les sollicite pour débarrasser son jardin d'un imposant amas de tôles. Les restes de ce qui fut son toit. La frêle septuagénaire vit seule mais a bien l'intention d'emménager de nouveau au plus vite dans sa petite maison orange. « Échanger avec la population est primordial. Cela ●●●

●●● nous fait autant de bien qu'à eux. On se sent utile! », confie le chef. Celui-ci salue Mimi et lui répond : « D'autres équipes vont essayer de repasser, mais as-tu vu le travail que l'on a déjà fait? » Pour toute réponse, la vieille dame serre la main du soldat. Sans doute la meilleure des récompenses.

À quelques pâtés de maisons de là, dans une rue envahie par les débris en tout genre, des stagiaires volontaires du régiment du service militaire adapté de Martinique sont à pied d'œuvre. Pousés par la puissante voix de l'adjudant Patrick, la vingtaine de jeunes va remplir une benne en un peu moins de 45 minutes. Une mission exceptionnelle, qui sort du cadre de leur formation. Exceptionnelle, mais aussi pleine de sens : 10 % d'entre eux sont en effet originaires de Saint-Martin. « J'ai actuellement sous mes ordres 14 Saint-Martinois. Ils ont vu leur famille et ça leur a donné du baume

les capteurs locaux qui peuvent nous alerter. Je pense notamment aux médecins généralistes ou aux praticiens de l'hôpital et des dispensaires », précise l'experte du Centre d'épidémiologie et de santé publique des armées de Marseille. Des mesures indispensables pour limiter la propagation de maladies après une catastrophe naturelle.

LE TONNERRE EN RENFORT

Le 23 septembre, le bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Tonnerre* arrive dans la baie de Saint-Martin, après dix jours de navigation. Le porte-hélicoptères de la Marine nationale apporte avec lui d'importants moyens et renforts capables de se déployer dans des zones dont les infrastructures sont difficilement accessibles. Ainsi, 300 soldats et un peu plus de 1 000 tonnes de matériel vont être déchargés grâce, notamment, aux engins de débarquement du BPC. À la



“ Grâce aux engins de débarquement du BPC, nous pouvons nous passer d'un port ou d'un aéroport. ”

au cœur pour avancer. Le fait d'aider leur quartier les motive », se félicite le chef de section, sans quitter du regard ses protégés. Dans l'après-midi et sous une chaleur humide de 32 °C, ils iront déblayer une école pour permettre aux élèves de reprendre les cours le plus rapidement possible.

De manière moins visible mais pas moins efficace, le médecin principal Marie-Aude est elle aussi à l'œuvre dans son bureau temporaire situé au centre hospitalier Louis Constant Fleming. En collaboration avec l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, elle participe à la mise en place de la gestion du système de surveillance des maladies, à la construction des messages de prévention ainsi qu'à leur diffusion. « Nous proposons une liste d'affections à suivre et nous identifions

manœuvre sur la plage, le premier maître Grégory guide les conducteurs. « Avec cette capacité, nous pouvons nous passer d'un port ou d'un aéroport », précise le spécialiste de la flottille amphibie.

De leur côté, les sapeurs fraîchement arrivés ne perdent pas une minute. Le bataillon du génie prend immédiatement ses quartiers sur l'île et les premières équipes se lancent dans des chantiers de déblaiement selon les indications de la préfecture. La priorité est donnée aux points d'importance vitale. Deux camions bennes accompagnés de deux engins du génie rapide de protection partent en direction d'une station essence sur le front de mer qui doit fonctionner dans les plus brefs délais. À leur manière, ils contribuent au retour progressif à la vie normale de la population, au calme après la tempête. ●



REPÈRES

- 391 liaisons aériennes dont 76 par A400M; 237 par Casa; 68 par Puma, 10 par Caïman.

- Liaisons navales effectuées par le BPC *Tonnerre* et 2 frégates de surveillance.

Transport de :

- 5 200 personnes ;
- 1 700 tonnes de fret (1 090 tonnes par voie maritime, 658 tonnes par voie aérienne).

*Chiffres du 12 octobre 2017.





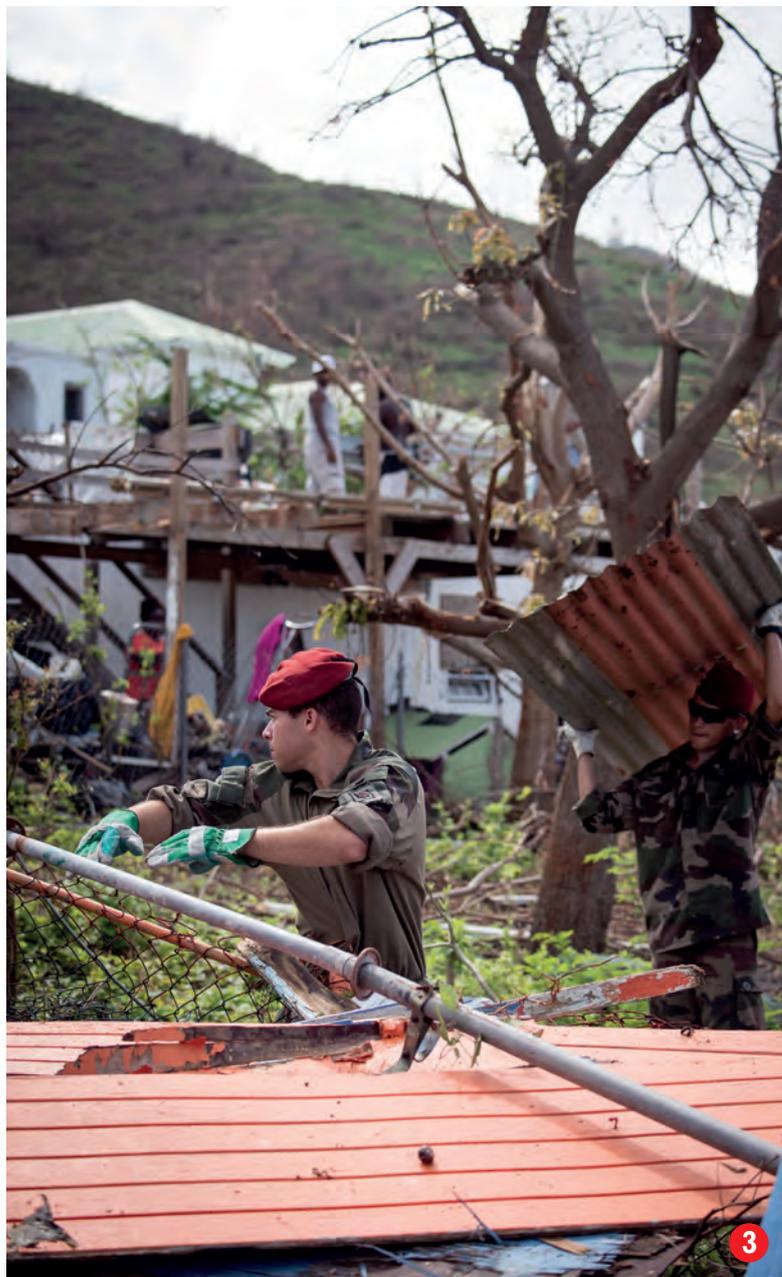
1 Des volontaires du régiment du service militaire adapté de Martinique déblaient une rue.



2 et 3 Les marsouins du 3^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine assurent à la fois des missions de sécurisation et de déblayage.

4 Déchargement de colis de dons.

5 Un edar du BPC *Tonnerre* débarque des engins du génie.







Revue stratégique de défense et de sécurité nationale



Afin d'actualiser les missions assignées aux armées dans un contexte de sécurité renforcée sur le territoire national et de nouvelle donne internationale, le président de la République a commandé une Revue stratégique de défense et de sécurité nationale en juin dernier. Élaboré au sein du ministère des Armées par un comité de rédaction, ce document lui a été remis par la ministre des Armées le 13 octobre. Il servira de cadre à la loi de programmation militaire 2019-2025.



Florence Parly Ministre des Armées

“ *Cette Revue stratégique intervient à un moment charnière pour nos armées et pour notre défense, pour notre pays et pour l’Europe.* ”

Un moment charnière d’abord car la remontée en puissance des moyens alloués à notre défense décidée par le président de la République nous offrira des marges de manœuvre qui nécessitent, pour en tirer le meilleur parti dans le cadre de la loi de programmation militaire, une compréhension fine des menaces qui pèsent sur l’Europe et sur la France, du contexte stratégique actuel et prévisible, et donc de l’environnement dans lequel opéreront nos forces.

Un moment charnière également car notre environnement est soumis à des bouleversements majeurs. Les menaces et les risques identifiés dans le Livre blanc de 2013 se sont manifestés plus rapidement, avec une intensité plus forte qu’anticipé.

Le terrorisme jihadiste reste la menace qui pèse aujourd’hui le plus directement sur notre territoire. Ce terrorisme a frappé brutalement la France comme ses voisins européens. Nos armées progressent jour après jour pour réduire l’emprise territoriale de Daech au Levant, mais nous ne devons pas

nous y tromper. Ce terrorisme se recompose et s’étend à de nouvelles régions, en prospérant sur les situations de chaos, de guerre civile et sur les fragilités des États. Il demeurera une menace prioritaire pour nos sociétés et nos populations. Notre mobilisation et notre fermeté pour lutter contre ce phénomène demeureront totales.

Nous avons également pris, ces dernières années, la pleine mesure de ce à quoi pouvait ressembler un monde multipolaire où les rapports de force se développent pendant que le système multilatéral s’affaiblit. L’affirmation militaire d’un nombre croissant de puissances, établies ou émergentes, dans des régions sous tension, renforce l’instabilité et l’imprévisibilité auxquelles nous sommes confrontés. Les cadres internationaux sont remis en cause et affaiblis, tandis que des armements avancés se diffusent de plus en plus largement, au profit d’États comme de groupes non étatiques. Couplées au développement de nouveaux modes opératoires, basés sur l’ambiguïté, l’intimidation ou la



déstabilisation, ces évolutions renforcent les risques d'escalade.

Nos alliances, aussi, ont évolué. Nous ne pouvons plus être certains de compter, partout et toujours, sur nos partenaires traditionnels.

Cette situation impose d'agir selon plusieurs axes. Premièrement, un modèle d'armée complet et équilibré doit être assuré, car avec le maintien de la stratégie de dissuasion nucléaire et le renouvellement de ses deux composantes décidé par le président de la République, ainsi qu'avec des services de renseignement disposant des capacités nécessaires, ce modèle est le seul à donner à la France les moyens de son autonomie stratégique et de sa liberté d'action.

Deuxièmement, l'entretien d'une ambition industrielle et technologique élevée est indispensable. Celle-ci passe en particulier par la préparation de l'avenir, comme clé de notre performance technologique, et plus largement par une politique globale de soutien à l'innovation. Elle repose également sur une politique active de soutien à l'exportation. Enfin, cette ambition et la maîtrise technique qui en découle sont des conditions nécessaires à la construction, dans le domaine industriel, de coopérations européennes équilibrées.

Troisièmement, notre ambition européenne doit être non seulement réaffirmée mais surtout renouvelée, comme le président de la République l'a rappelé avec force le 26 septembre à La

Sorbonne. La France souhaite contribuer à lancer de nouvelles dynamiques en Europe, qui reconnaissent que la défense européenne ne se réduit pas à des avancées institutionnelles, mais repose d'abord sur la volonté politique et la capacité militaire des Européens à assumer leurs responsabilités face aux menaces et aux défis qui pèsent sur nous. Cette volonté et cette capacité renforceront l'Union européenne comme l'Otan, toutes deux indispensables pour assurer la sécurité de l'Europe et des Européens. Elles nous permettront aussi d'agir militairement à chaque fois que cela sera nécessaire, de manière pragmatique, dans le cadre de partenariats exigeants et confiants.

Enfin, la Revue stratégique nous montre l'impérieuse nécessité d'innover. L'innovation et l'audace doivent être les maîtres mots de notre stratégie de défense, car c'est un enjeu essentiel de notre efficacité et de notre souveraineté.

Rien de tout ceci ne sera possible sans des femmes et des hommes dont la formation, les compétences et le sens du devoir méritent la pleine considération de la nation. Le maintien de l'attractivité des carrières et la fidélisation du personnel exigent une amélioration de la condition du personnel, une valorisation des carrières et une juste reconnaissance de la spécificité de la mission des femmes et des hommes de la défense. Je remercie Arnaud Danjean et l'ensemble du comité de rédaction de la Revue stratégique pour le travail remarquable qu'ils ont effectué, en un temps très court, sans sacrifier à la rapidité de la rédaction ni la qualité des analyses et des recommandations, ni la diversité des personnalités consultées, en France comme à l'étranger.

Les conclusions de cette revue seront déclinées, en termes capacitaires et budgétaires, dans la prochaine loi de programmation militaire. La défense de la France et des Français peut compter sur la détermination et la volonté du président de la République, du Premier ministre et de moi-même, de donner aux armées, directions et services de ce ministère, les moyens pour faire face aux menaces auxquelles notre pays sera confronté. ●

”

Synthèse

Les 9 points clés

Dans un document plus concis, le comité de rédaction de la Revue stratégique a rassemblé en 9 points clés les principales orientations de la revue. La version complète est disponible en ligne sur le site du ministre et le livre peut être commandé en version reliée auprès de la Documentation française.

1. UNE FRANCE EXPOSÉE ET ENGAGÉE

Les menaces et les risques identifiés dans le Livre blanc de 2013 se sont manifestés plus rapidement, avec une intensité plus forte qu'anticipé. Le terrorisme jihadiste, qui a frappé la France comme ses voisins européens, se recompose et s'étend à de nouvelles régions, en prospérant sur les situations de chaos, de guerre civile et sur les fragilités des États. Il demeurera une menace prioritaire pour nos sociétés et nos populations.

Simultanément, l'Europe voit à ses portes un retour de la guerre ouverte et des démonstrations de force, ainsi qu'une concentration de défis sans précédent depuis la fin de la guerre froide : crise migratoire, vulnérabilités persistantes dans la bande sahélo-saharienne, déstabilisation durable au Proche et Moyen-Orient. Ce rapprochement des menaces et des crises s'ajoute aux tensions que connaît l'Union européenne (UE), confrontée depuis 2008 à des doutes et à des contestations internes.

Les effets des dérèglements climatiques, les risques pandémiques, les trafics et la criminalité organisée aggravent ces phénomènes en multipliant les vulnérabilités et les causes de déstabilisation. Les interdépendances que génèrent aujourd'hui les échanges de personnes, de biens et de données placent le continent européen au contact des tensions internationales, même des plus éloignées. Enfin, les moyens d'action, dans le cyberspace comme dans le champ de l'information, de plus

en plus accessibles, exposent nos sociétés, nos populations, nos services publics et nos entreprises de manière plus directe à des ingérences ou des actions malveillantes, aux conséquences potentielles de grande ampleur.

Par leur simultanéité, leur complexité et leur dispersion géographique, les crises dans lesquelles les armées françaises sont engagées mettent leurs capacités et leurs ressources sous forte tension. Tout en garantissant la permanence et la sûreté de la dissuasion nucléaire, elles sont déployées au Sahel dans un cadre national, intégrées au Levant dans une coalition internationale, et participent en parallèle à la réassurance de nos alliés sur le flanc est de l'Europe. Elles contribuent dans le même temps aux mesures de défense et de protection du territoire national et de ses approches.

2. UN ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE INSTABLE ET INCERTAIN

Le système international issu de la guerre froide cède la place à un environnement multipolaire en profonde mutation, dont l'instabilité et l'imprévisibilité sont les figures dominantes. L'affirmation militaire d'un nombre croissant de puissances, établies ou émergentes, dans des régions sous tension (Levant, golfe Arabo-Persique, Asie), s'accompagne de politiques de rapports de force, voire de fait accompli. Elle nourrit également des logiques de compétition, pour l'accès aux ressources

et pour le contrôle des espaces stratégiques, matériels et immatériels (maritime, aérien, espace exo-atmosphérique, espace numérique).

Ces évolutions se doublent d'une contestation directe des institutions internationales et des normes censées encadrer le recours à la force, et d'une poursuite préoccupante des logiques de prolifération, des armes de destruction massive comme de leurs vecteurs.

À l'appui de ces stratégies de puissance, le développement de nouveaux modes opératoires, basés sur l'ambiguïté des intentions, la combinaison de moyens d'action – militaires ou non – à des fins d'intimidation ou de déstabilisation, comporte des risques élevés d'escalade.

3. DES CONFLITS PLUS DURS, DES ADVERSAIRES POTENTIELS MIEUX ARMÉS

L'accroissement des arsenaux, la dissémination d'équipements conventionnels modernes et les progrès technologiques permettent à un nombre croissant d'acteurs, étatiques ou non, de se doter de moyens militaires avancés. En parallèle, la diffusion des nouvelles technologies, issues du monde civil, rend largement accessibles des capacités possédées il y a peu par les seuls États.



Combinées à des modes d'action innovants, ces évolutions peuvent remettre en cause la supériorité opérationnelle et technologique des armées occidentales, dans tous les milieux : terrestre, naval, aérien, mais également dans l'espace numérique, qui devient un domaine d'affrontement potentiel à part entière, question qui pourrait également se poser à terme pour l'espace exo-atmosphérique. Elles rendent également les engagements systématiquement plus durs et plus coûteux, comme en témoignent déjà les conflits actuels.

En parallèle, les grandes puissances accélèrent leurs efforts sur les systèmes de très haute technologie, entraînant un risque de décrochage des capacités européennes.

4. DES RUPTURES TECHNOLOGIQUES SOURCES D'OPPORTUNITÉS ET DE VULNÉRABILITÉS NOUVELLES

Le rythme accéléré des révolutions technologiques ou des révolutions d'usage dans le domaine civil comporte de nombreuses applications militaires potentielles : intelligence artificielle, robotique, mise en réseau des systèmes ou biotechnologies. La capacité à intégrer ces bouleversements conditionne le maintien de notre supériorité opérationnelle.

Les progrès des technologies numériques les rendent indispensables au fonctionnement de nos sociétés, de l'État comme de nos armées. Caractérisé par la multiplicité de ses acteurs, privés et publics, un faible encadrement juridique et la difficulté d'attribution des attaques, le cyberspace est générateur de vulnérabilités nouvelles, qui font de notre souveraineté numérique un enjeu prioritaire.

5. UNE AMBITION EUROPÉENNE ET DES PARTENARIATS FORTS

La France souhaite un renforcement de la défense européenne autour d'intérêts de sécurité partagés. Elle soutient le renforcement des outils de l'UE et de la politique de sécurité et de défense commune, qu'il s'agisse de la coopération structurée permanente ou du fonds européen de défense.

Plus encore, comme l'a annoncé le président de la République le 26 septembre à La Sorbonne, la France se propose de lancer de nouvelles dynamiques : l'Initiative européenne d'intervention, avec les partenaires disposant des capacités militaires et de la volonté politique pour s'engager à ses côtés, complétera ainsi les relations bilatérales de défense structurantes avec l'Allemagne et le Royaume-Uni. Elle permettra de développer une culture stratégique partagée entre Européens qui, si la situation l'exige, seront plus à même de s'engager ensemble demain. Au début ●●●

●●● de la prochaine décennie, l'objectif est que les Européens disposent d'un corps de doctrine commun, de la capacité à intervenir ensemble de façon crédible, et des instruments budgétaires communs adaptés.

En parallèle, la France continuera d'assumer pleinement ses responsabilités au sein de l'Otan, y compris en matière de défense collective et de réassurance. Elle devra continuer à s'appuyer sur son réseau de partenariats à travers le monde, que ce soit en Afrique, au Moyen-Orient ou en Asie-Pacifique.

6. REMONTER EN PUISSANCE : CONSOLIDER NOTRE AUTONOMIE STRATÉGIQUE

Seul pays de l'UE (après le Brexit) membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et puissance nucléaire, membre fondateur de l'Union européenne et de l'Otan, dotée d'un modèle d'armée complet, la France doit maintenir une double ambition : préserver son autonomie stratégique et aider à construire une Europe plus forte, face à la multiplication des défis communs. La préservation de sa liberté d'appréciation, de décision et d'action s'appuiera en premier lieu sur le renouvellement des deux composantes de la dissuasion nucléaire, auquel devra s'ajouter la poursuite des efforts en matière de connaissance et d'anticipation, en particulier dans le domaine du renseignement. Cette consolidation se traduira également par un resserrement des liens qui unissent les cinq fonctions stratégiques (dissuasion, prévention, protection, intervention, connaissance et anticipation), notamment par un renforcement de nos capacités de prévention des conflits et des crises. Celles-ci reposeront sur une diplomatie forte et engagée, au service d'une approche globale articulant étroitement sécurité et développement.

La consolidation de notre autonomie stratégique devra enfin s'accompagner d'un indispensable renforcement de la résilience des fonctions comme des secteurs essentiels à la vie de la nation, qui sont exposés à de nouvelles vulnérabilités.

7. REMONTER EN PUISSANCE : CONSERVER UN MODÈLE D'ARMÉE COMPLET ET ÉQUILIBRÉ

La préservation d'un modèle d'armée complet et équilibré est indispensable pour assurer à la France son indépendance nationale, son autonomie stratégique et sa liberté d'action.

Dans un environnement opérationnel plus exigeant, ce modèle doit disposer de l'ensemble

des aptitudes et des capacités nécessaires pour atteindre les effets militaires recherchés sur la totalité du spectre des menaces et des engagements possibles, y compris les plus critiques. Il doit notamment permettre de s'engager en opérations de haute intensité dans les milieux terrestre, maritime, aérien, et d'agir dans l'espace numérique.

Les armées françaises devront être en mesure d'agir de façon autonome dans les domaines de la dissuasion nucléaire, de la protection du territoire et de ses approches, du renseignement, du commandement des opérations, des opérations spéciales et dans l'espace numérique. Dans les autres domaines, les partenariats et coopérations amplifieront les capacités d'action de nos forces. Le modèle complet apporte à cet égard à la France la légitimité et la crédibilité indispensables pour générer des partenariats et tenir le rôle de nation cadre, notamment grâce à la possession de certaines capacités clés, détenues par quelques rares puissances.

Afin de prendre en compte l'usure de notre outil militaire et la préparation de l'avenir, les efforts engagés au cours des lois de programmation précédentes doivent être maintenus, tandis que de nouveaux investissements doivent être consentis prioritairement sur certaines aptitudes, en particulier en matière de moyens de renseignement et de commandement, d'entrée en premier, de combat et de soutien.

Enfin, le maintien de l'attractivité des carrières et la fidélisation du personnel sont des enjeux qui exigent une amélioration de la vie quotidienne des militaires, la valorisation des carrières et une juste reconnaissance par la nation de la spécificité de la mission des femmes et des hommes de la défense.

8. REMONTER EN PUISSANCE : UNE AMBITION INDUSTRIELLE ET TECHNOLOGIQUE RÉAFFIRMÉE

La France jouit d'un statut de grande puissance technologique grâce à une base industrielle et technologique de défense solide, qui regroupe une dizaine de grands groupes, plus de 4 000 PME et s'appuie sur 200 000 emplois en France. Sa vitalité garantit aux armées dans la durée l'accès à des équipements au meilleur niveau. L'entretien d'une ambition industrielle et technologique élevée est donc un enjeu de souveraineté et un pilier de notre autonomie stratégique.

La préparation de l'avenir est une clé de notre performance technologique : consacrer des financements élevés à la recherche et aux études amont



© SHUTTERSTOCK

garantira la capacité de l'écosystème français de défense à maintenir son positionnement sur la scène internationale et à produire les équipements dont les forces auront besoin. En parallèle, la poursuite d'une politique globale de soutien à l'innovation permettra d'identifier, de générer, de capter, d'expérimenter et de soutenir les transformations qu'elle entraîne, et de les intégrer de manière réactive.

Cette maîtrise technique est nécessaire à la construction de coopérations équilibrées : la France entend ainsi participer au développement d'une industrie européenne solide et cohérente, notamment par son implication dans le fonds européen de défense, et par la réaffirmation de son ambition en matière de coopération technologique et industrielle. Enfin, encore plus que par le passé, la France doit s'attacher à maintenir un équilibre entre la commande nationale, les activités civiles et l'export : celui-ci reste capital pour une industrie de défense compétitive et le maintien de l'ensemble de ses compétences.

9. L'INNOVATION, AU CŒUR DE LA DÉMARCHE DU MINISTÈRE ET DES ARMÉES

Accompagner l'innovation et la révolution numérique doit également conduire à décloisonner davantage les domaines civil et militaire et introduire plus d'agilité : celle-ci doit influencer la conception et la conduite des opérations d'armement mais aussi, au-delà de la dimension technologique, inspirer de nouvelles relations entre le monde de la défense et l'ensemble des domaines de la recherche, pour renforcer les capacités de prospective et d'analyse, nourrir la réflexion stratégique et doctrinale et accroître notre agilité opérationnelle.

Plus largement, cet esprit d'innovation doit irriguer tout le ministère, son organisation et ses méthodes de travail, pour en faire évoluer la culture et accepter la part de risque dont il est indissociable. Le recrutement et la fidélisation des talents et des compétences, sur lesquels repose l'ensemble de l'écosystème de défense, constituent un enjeu majeur de cette transformation. ●

Cent jours de mobilisation

Afin d'être au rendez-vous fixé par le président de la République, le comité de rédaction de la Revue stratégique, présidé par Arnaud Danjean, a mené durant tout l'été un travail inédit de réflexions, de débats et de synthèses.

La Revue stratégique de défense et de sécurité nationale a été présentée au président de la République le 13 octobre. Si le document est appelé à rester dans les esprits avant tout pour les orientations qu'il dévoile, il se révèle tout aussi remarquable dans son processus d'élaboration.

À l'origine de ce projet, le chef de l'État, qui avait fixé comme objectif la rédaction d'un document synthétique prenant en compte les évolutions stratégiques depuis le dernier Livre blanc, et demandé à ce qu'on le lui présente dès l'automne. Il a confié la responsabilité de la conduite de son élaboration à la ministre des Armées, qui a constitué un comité de rédaction composé de 18 membres (voir encadré). Présidé par Arnaud Danjean, député européen, ce groupe s'est réuni presque chaque semaine à Balard pour examiner l'environnement stratégique, en particulier les menaces auxquelles la France et l'Europe sont confrontées. Le document final est ainsi le fruit d'un travail collégial mené par l'ensemble des membres du comité. « *L'idée était belle et bien de définir nos ambitions en matière de défense*

et d'en déduire les aptitudes requises de nos forces, sur la base de nos intérêts de défense et de sécurité nationale », explique l'élu européen.

Le secrétariat général en a été confié au directeur général des relations internationales et de la stratégie, Philippe Errera, qui s'est appuyé sur une équipe de rédaction issue de l'état-major des Armées, de la Direction générale de l'armement et de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS). Cette dernière entité a en effet été créée en 2015 pour, entre autres, « *piloter les travaux de prospective stratégique et coordonner ceux nécessaires à la préparation du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale et à son actualisation régulière. Comparé aux opérations, le travail que l'on a effectué se rapproche de celui d'une véritable task force* »,

Le 31 août, le comité de rédaction était réuni en séance plénière à Balard en présence de Florence Parly.



Le 13 octobre, Florence Parly et Arnaud Danjean ont présenté la Revue stratégique de défense et de sécurité nationale au président de la République.



© CHRISTOPHE ENA/AFP

confiait l'un des membres de cette équipe. Pour être au rendez-vous, près de 100 jours de travail non-stop et 70 heures de réunions auront été nécessaires à l'élaboration des 100 pages et 321 points de la revue. En tout, près de 140 personnalités françaises et étrangères ont été auditionnées ou reçues en entretien et quatre déplacements à l'étranger ont été organisés afin de mener des entretiens avec des représentants de l'Otan, des institutions de l'Union européenne, ou encore des autorités américaines, allemandes ou britanniques.

TEMPS FORTS DE L'ÉTÉ

Durant l'été, deux temps forts ont marqué l'élaboration de la revue. Le 29 août, à Paris, le séminaire « jeunes chercheurs » a permis de rassembler près de 50 participants. Ces travaux ont alimenté la réflexion du comité et donné lieu à la rédaction d'articles par chacun des chercheurs. Les meilleurs écrits seront publiés ultérieurement par l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Le 30 août, une cinquantaine d'institutionnels, de représentants de think tanks et de centres de recherche, d'industriels et de journalistes ont, durant une matinée de travail organisée autour de cinq ateliers, participé au débat en présence des membres du comité et restitué leur travaux à l'issue lors d'une séance plénière.

« *La Revue stratégique ne traite pas du contrat opérationnel – le nombre d'avions, de navires, de blindés, d'hommes déployés dans telle ou telle circonstance* », a rappelé la ministre des Armées lors de sa publication, en précisant son articulation avec l'élaboration de la prochaine loi de programmation militaire (LPM). « *La Revue stratégique a dressé le constat qui doit permettre un modèle d'armée complet et équilibré sur le long terme* », précise Arnaud Danjean. Désormais, la LPM déclinera les moyens militaires dont la France entend se doter afin de satisfaire ses ambitions en matière de défense, conformément au cadre stratégique dressé par la Revue. ●

Le comité de rédaction

- **Président** : Arnaud Danjean, député européen.
- **Secrétaire général** : Philippe Errera, directeur général des relations internationales et de la stratégie du ministère des Armées.

Au titre des administrations :

- **Premier ministre** : Frédéric Journès, directeur des affaires internationales, stratégiques et technologiques du Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale ;
- **Ministère de l'Intérieur** : Michel Cadot, préfet de la région Île-de-France ;
- **Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères** : Nicolas Roche, directeur des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement.

Ministère des Armées :

- général François Lecointre, chef d'état-major des Armées ;
- Joël Barre, délégué général pour l'armement ;
- Jean-Paul Bodin, secrétaire général pour l'administration ;
- général Jean-Pierre Bosser, chef d'état-major de l'armée de Terre ;
- Amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la Marine ;
- Général André Lanata, chef d'état-major de l'armée de l'Air ;
- Guillaume Schlumberger, directeur stratégie de défense, prospective et contre-prolifération de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie.

Les personnes qualifiées :

- Bernard Bajolet, ambassadeur de France ;
- Frédérick Douzet, professeure des universités ;
- Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales ;
- Hervé Guillou, président du Conseil des industries de défense françaises ;
- Céline Jurgensen, directrice de la stratégie du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives ;
- Bruno Racine, président du conseil d'administration de la Fondation pour la recherche stratégique.



© ANTHONY THOMAS-TROPHIMEDICOD

*Geneviève Darrieussecq,
secrétaire d'État auprès
de la ministre des Armées*

“ **Ma première priorité concerne le monde combattant et la mémoire** ”

”

Geneviève Darrieussecq a reçu Armées d'aujourd'hui à l'hôtel de Brienne pour évoquer ses nombreuses missions. Très investie pour la reconnaissance et la mémoire du combattant, notamment de la dernière génération du feu, la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées a également souligné sa volonté d'action dans des domaines tels que la jeunesse, la santé et la formation.

Propos recueillis par Séverine Bollier

Quel est le périmètre de vos missions auprès de la ministre des Armées ? Comment travaillez-vous ensemble ?

Mes missions sont nombreuses et les sujets que je traite sont vastes, variés et complémentaires. Ils ont pour fil rouge le lien armée-nation et l'humain avec, en premier lieu, le monde combattant et la mémoire. Donc la reconnaissance et la transmission. J'interviens également dans les domaines de la jeunesse (service national universel, plan égalité des chances...), de la culture (la Défense est le deuxième acteur culturel français) et de la formation, notamment avec la réforme des six lycées du ministère.

Mon périmètre d'action comprend aussi la santé, avec la transformation du Service de santé des armées, le développement économique local autour des sites militaires, ou encore les questions environnementales et d'amélioration du fonctionnement durable de nos armées. Avec la ministre des Armées, Florence Parly, nous avons comme projet commun de répondre au mieux aux besoins, d'abord opérationnels, des armées. Nous nous voyons très régulièrement et travaillons en parfaite entente,

de façon complémentaire. Ce fut le cas récemment pour le plan famille.

2018 sera marquée par la fin des commémorations liées au centenaire de 14-18. Dans le contexte actuel, comment célébrer la paix entre les peuples ?

Le centenaire a remis en lumière cette guerre particulièrement meurtrière, mais il permet aussi de réaffirmer la nécessaire coopération entre les nations afin d'assurer la protection du pays et du continent, et de garantir la paix. 2018 sera le moment de commémorer ce conflit au niveau européen, en union complète, c'est-à-dire avec tous les pays, y compris l'Allemagne. Le message est simple : soyons ensemble pour ne plus vivre cela. Être unis à l'échelle européenne nous protège de toute velléité de conflits.

En termes de politique mémorielle, de quelle manière peut-on mieux prendre en compte la nouvelle génération issue des opérations extérieures ?

C'est un sujet crucial. Nous commémorons des conflits anciens, mais il faut aussi que nous portions vraiment ceux plus récents.

Il est important de reconnaître l'engagement de nos forces à l'extérieur. Prendre en compte la quatrième génération du feu passe notamment par la construction, à Paris, du monument en mémoire de tous les soldats morts au combat en opérations extérieures. Il faut aussi que nous fassions preuve de plus de pédagogie, que nous arrivions à communiquer sur tous ces conflits. Il s'agit d'un enjeu important pour la reconnaissance de nos soldats engagés sur les théâtres extérieurs, pour la mémoire « des morts pour la France ».

Nous travaillons sur d'autres mesures prioritaires en faveur du monde combattant, notamment la prise en charge des blessés, physiques et psychologiques.

Quels sont les objectifs du service national universel (SNU) ?

Le service national universel, proposé par le président de la République aux Français, doit répondre à plusieurs objectifs. Donner à la jeunesse la connaissance des armées, de leur rôle et de leurs valeurs, ainsi que celles de la République. Il s'agit donc de sensibiliser à l'esprit de défense et à la citoyenneté. Nous devons faire confiance à nos jeunes, les responsabiliser et leur transmettre des valeurs d'entraide, d'engagement et de vie en collectivité.

Ce sera aussi l'occasion de réaliser une photographie de la jeunesse sur plusieurs niveaux : santé, connaissance des acquis de base, décrochage scolaire, gestes de

premiers secours, règles de base dans le monde virtuel etc. Le projet n'est donc pas de remettre en œuvre un service militaire – on parle bien d'un service national – et les armées n'en seront évidemment pas les seuls acteurs. Une commission ad hoc, composée de représentants de plusieurs ministères, de parlementaires et de personnes qualifiées, va être mise en place pour définir les enjeux et les objectifs à atteindre, évaluer les moyens nécessaires et lancer une phase expérimentale. Ces orientations seront aussi prises après consultation de la jeunesse.

Ce dispositif devra être adapté à la vie moderne, notamment en veillant à sa compatibilité avec un parcours étudiant ou professionnel. Son financement ne touchera pas le budget actuel des armées.

Parmi toutes les missions qui vous sont confiées, quelles sont aujourd'hui vos priorités ?

Ma première priorité concerne le monde combattant et la mémoire, avec la volonté de poursuivre toutes les actions menées jusqu'ici. J'essaie de donner du sens, de travailler sur l'équité des mesures et la simplification des dispositifs, de donner de la lisibilité sur plusieurs exercices. Ce travail sera réalisé en étroite participation avec les associations et les parlementaires.

Ma deuxième priorité porte sur la jeunesse, via le SNU, mais aussi sur l'ensemble des dispositifs développés par nos armées,

comme le service militaire volontaire, qui affiche des résultats exceptionnels auprès des jeunes en difficulté d'insertion. Nos armées montrent une véritable appétence à soutenir la jeunesse. Autre priorité : garder l'ensemble des capacités opérationnelles du Service de santé des armées tout en poursuivant son intégration dans le réseau de santé publique classique. La formation, initiale et continue, dispensée dans toutes les unités de formation, représente le quatrième enjeu. Nous devons amplifier les liens avec les formations civiles, développer les partenariats, travailler sur des parcours professionnels, avec un souci majeur : éviter la rupture de compétences dans nos armées.

Quels moments vous ont marquée depuis votre prise de fonction ?

Ma visite à l'Institution nationale des Invalides m'a beaucoup impressionnée, en partie car je suis médecin. J'y ai découvert une véritable chaîne humaine mise en œuvre pour nos blessés, tant physiques que psychologiques. J'ai trouvé un service porteur de sens et en pleine évolution, très compétent et centré sur l'humain.

Mon premier 14 Juillet en tant que secrétaire d'État représente également un moment fort, chargé de symboles, à la fois joyeux et très solennel. J'apprécie ce ministère car je côtoie au quotidien des hommes et des femmes qui ont un grand sens de l'honneur et du devoir, et des valeurs humaines importantes. ●



Le 14 juillet 2017, Geneviève Darrieussecq assistait à sa première fête nationale en tant que secrétaire d'État.

© CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Invictus Games

Les jeux de la fraternité

Fin septembre, durant une semaine, 550 sportifs blessés issus de 17 pays se sont retrouvés à Toronto, au Canada, pour participer à la 3^e édition des Invictus Games. Plus qu'un simple rendez-vous sportif de haut niveau, cette compétition se veut un moment de rencontres et d'échanges entre des militaires et vétérans ayant surmonté les mêmes épreuves. Un état d'esprit positif renforcé par le soutien des proches et l'enthousiasme du public.

Par Carine Bobbera – Photos : Anthony Thomas-Trophime/Dicod



Match de basket fauteuil opposant l'équipe de France à celle du Canada.



Henri Rebuient (à droite), médaille de bronze en cyclisme, congratulate ses frères d'armes britanniques Karl Allen-Dobson (à gauche) et Wayne Harrod (au centre).

Certains n'ont pas de bras, d'autres sont amputés d'une jambe ou souffrent de blessures invisibles. Malgré leurs handicaps, ces militaires et vétérans sont pourtant bien des sportifs de haut niveau. D'ailleurs, le public ne s'y trompe pas, venu en nombre les acclamer lors de cette 3^e édition des Invictus Games, qui se sont tenus du 23 au 30 septembre à Toronto, au Canada. Sous les vivats de la foule, la délégation française parade lors de la cérémonie de clôture. Les étoiles plein les yeux, les athlètes tricolores savourent cet instant de fête. Un moment magique.

Institué par le prince Harry en 2014, ce rendez-vous sportif international hors norme constitue une étape clé pour les blessés dans leur reconstruction. Cette année plus de 550 participants – hommes et femmes touchés en opération extérieure ou en service – de 17 nations ont concouru. Encadrés par le Centre national des sports de la Défense (CNSD), trente athlètes français – militaires, vétérans et civils du ministère des Armées – ont ainsi défendu

les couleurs de la France dans une dizaine de disciplines. « Cette compétition permet de redonner à ces blessés un objectif et participe à leur reconstruction par le sport. Mais ce qui est important, ce sont avant tout les échanges qu'ils pourront avoir entre frères d'armes ainsi que la présence de leurs familles auprès d'eux », explique le commissaire en chef de 1^{re} classe Hervé Piccirillo, commissaire aux sports militaires, commandant le CNSD. Effectivement, l'intérêt des Invictus Games réside dans cet état d'esprit singulier qui règne sur les différents terrains de compétition.

REGAGNER L'ESTIME DE SOI

Un esprit que cherche à cultiver le capitaine de l'équipe France, l'adjudant-chef David Travadon, qui participe pour la troisième fois à ces jeux. Blessé en 2009 par une explosion de mine au Liban, il s'est reconstruit par le sport. « L'objectif pour l'équipe est de donner le meilleur de soi-même, expose-t-il. Je bannis l'individualisme et les ambitions personnelles. Aux Invictus Games, on ne trouve ni vainqueurs, ni perdants,

seulement des gens qui regagnent une estime de soi... »

Ludovic Gest, nouveau venu dans cette compétition, se dit touché par la solidarité et la fraternité qui règnent sur les différents sites. En 2010, ce gendarme a été victime d'un accident de service qui a engendré de nombreuses lésions à la jambe gauche. « En arrivant, lorsque j'ai vu les différents athlètes tous atteints dans leur chair, je me suis rappelé la souffrance que j'avais vécue lors de mon accident, confie-t-il. Puis j'ai perçu le courage et la persévérance dont ils faisaient preuve. Je pense que ce sont des étapes que nous avons tous traversées. Être ici, représenter les couleurs de la France et participer à ces épreuves sportives, c'est important pour se reconstruire. »

Au fil des années, des amitiés se sont nouées à l'occasion de ces rencontres. Sur le bord de la piste d'athlétisme, le caporal-chef Benjamin Atgie congratule un athlète américain pour sa performance sur le 1 500 mètres. « Je retrouve des amis blessés d'autres pays que j'ai rencontrés lors des éditions pré-●●●

●●● *cédentes, raconte-t-il. Une grande fraternité règne sur ces jeux. En discutant les uns avec les autres, nous découvrons parfois que nous avons été blessés sur le même théâtre et que nous avons traversé les mêmes épreuves.* » Sur le pas de tir à l'arc, l'adjudant Franck Gibot lui aussi s'attendait à retrouver des amis : « *En 2016, j'ai sympathisé avec un camarade canadien qui souffre comme moi d'un syndrome de stress post-traumatique. Nous sommes restés en contact via les réseaux sociaux. Mais il n'est pas là cette année car il n'allait pas bien. J'en ai parlé à ses collègues qui l'ont contacté pour lui dire que la délégation française pensait à lui.* »

PUBLIC NOMBREUX

L'ambiance qui règne dans les stades et aux abords des sites sportifs rend également les Invictus Games diffé-

rents des autres compétitions civiles. Le public, muni de drapeaux nationaux, vient en nombre encourager les athlètes militaires. « *Dans une compétition civile de cyclisme handisport, les courses se déroulent la plupart du temps dans des zones industrielles. Peu de personnes sont présentes pour nous voir rouler, explique Franck Robin, ancien sous-officier de la gendarmerie et double médaillé d'or en handbike lors de ces Invictus Games. Ici, on constate un véritable engouement. Des centaines de personnes sont présentes et encouragent avec le même entrain le premier, mais aussi le dernier qui donne tout pour finir. Nous avons l'impression d'être sur un piédestal ! Et puis, lors de mes courses, j'étais heureux d'entendre les encouragements de ma femme et de mon fils.* » Car l'une des grandes particularités de ces jeux

réside dans le fait que les familles des militaires sont présentes, chaque athlète pouvant inviter deux personnes. Ainsi, elles les entourent, les encouragent et les soutiennent tout au long de la compétition.

MORAL D'ACIER

À l'image de Gaëlle, l'épouse de Franck Robin, qui, fébrile sur le bord du circuit de cyclisme, s'époumone en criant le prénom de son champion de mari. « *Je ressens une fierté immense à le voir sur cette compétition. Je suis sa plus grande supportrice !* avoue-t-elle. *J'encourage également l'ensemble de l'équipe France ainsi que les autres nations. Pour certains compétiteurs, participer à ces jeux représente déjà une victoire sur eux-mêmes et leurs blessures ! Ils dépassent leur handicap.*



Entraînement de volley assis pour les athlètes de l'équipe de France.



Encouragé par une supportrice française, l'adjudant-chef David Travadon gravit une côte lors de l'épreuve du contre-la-montre.

Les spectateurs ne s'imaginent pas que derrière leurs performances sportives, ce sont non seulement des mois de préparation mais aussi un moral d'acier ! »

Conjoints, parents et enfants d'athlètes passent ainsi beaucoup de temps ensemble sur les différents sites durant ces jeux. « Les Invictus Games offrent un véritable moment de partage, que ce soit pour les blessés ou pour les proches », poursuit-elle. Son mari Franck est devenu paraplégique après avoir été blessé par balle en 2011 en Guyane lors d'une mission de lutte contre l'orpaillage. « Après l'accident, je me suis sentie isolée. Sur ces jeux, nous nous retrouvons avec d'autres familles. Nous pouvons échanger, discuter et comparer nos expériences. Entre nous, il n'existe aucun tabou sur le handicap. »

Pendant plus d'une semaine, les compétiteurs auront ainsi vécu des moments intenses de partage et de fraternité à Toronto. « Je suis le maître de mon destin, je suis le capitaine de mon âme. » Ces deux vers du poème *Invictus* du britannique William Ernest Henley résumant à eux seuls l'esprit de ces jeux. L'année prochaine, les Invictus Games se dérouleront à Sydney, en Australie. ●

36 MÉDAILLES POUR LA FRANCE



12 OR

- **Athlétisme** : Alain Akakpo, Sabrina Daulaus, Djamel Mastouri, Mickaël Mayali (2 médailles), relais 4x100 m (A. Akakpo, sergent J. Hamou, sergent P. Maillard et M. Mayali).
- **Cyclisme** : Damien Brou, Franck Robin (2 médailles), adjudant-chef David Travadon (2 médailles).
- **Aviron en salle** : Sabrina Daulaus.

13 ARGENT

- **Athlétisme** : Alain Akakpo (2 médailles), caporal-chef Olivier Boutier, Sabrina Daulaus (3 médailles), sergent Jonathan Hamou (2 médailles), Sébastien Pradalier.
- **Cyclisme** : Remy Bouille, Damien Brou, Sébastien Pradalier.
- **Tir à l'arc** : adjudant Ludovic Faily.

11 BRONZE

- **Athlétisme** : Djamel Mastouri, Sébastien Pradalier (2 médailles), caporal Francesca Rocca.
- **Cyclisme** : Remy Bouille, Sébastien Pradalier, Henri Rebutent (2 médailles).
- **Aviron en salle** : sergent Jonathan Hamou, Franck Robin (2 médailles).

Sentinelle

Un dispositif optimisé

Face à une menace terroriste qui persiste, Sentinelle a été repensé. Les nouvelles orientations ont été dévoilées le 14 septembre par la ministre des Armées, Florence Parly, et le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb. Basé sur la flexibilité, la réactivité et l'imprévisibilité, le nouveau dispositif gagne en efficacité.

Par Séverine Bollier

« **C**e qui change, c'est la manière dont nous allons articuler ces forces », a expliqué Florence Parly, ministre des Armées, lors de la présentation de la nouvelle organisation de Sentinelle effectuée avec Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur, le 14 septembre dernier. Comme toute opération militaire, Sentinelle doit s'adapter continuellement

à l'évolution de la menace pour conserver son efficacité au service des citoyens. L'objectif est de coller au mieux aux réalités du terrain, ce qui passe par une adaptation du dispositif pour en optimiser les potentialités.

Ces nouvelles orientations ont été détaillées par les deux ministres, conformément à la demande formulée par le président

de la République le 13 juillet dernier. Flexibilité, réactivité et imprévisibilité sont aujourd'hui les principes majeurs de Sentinelle. L'opération rénovée comprend désormais trois niveaux.

UN DISPOSITIF OPÉRATIONNEL DÉPLOYÉ

Le premier consiste en un dispositif opérationnel déployé. Élément socle de cette nouvelle articulation, celui-ci assure en permanence la protection des Français, sur le terrain, au côté des forces de sécurité intérieures. Il s'inscrit dans le cadre des missions de sécurisation des structures essentielles de l'État et des lieux les plus sensibles comme les sites touristiques, les aéroports, les gares et les ports. Les unités de cet élément socle seront engagées dans chacune des zones

Florence Parly et Gérard Collomb quittant le palais de l'Élysée le 14 septembre à l'issue du Conseil restreint de défense et du Conseil des ministres.





Patrouille aux abords de la gare de l'Est, à Paris. Les lieux les plus sensibles tels que les gares continuent de bénéficier d'un dispositif permanent de sécurisation.

© JEAN-BAPTISTE TABONE/ARMÉE DE TERRE

Opération Sentinelle gare de Lyon, à Paris.

de défense, sur réquisition de l'autorité préfectorale, en fonction de l'évaluation de la menace et des vulnérabilités identifiées. L'échelon de renforcement planifié, aussi appelé échelon de manœuvre, correspond au deuxième niveau. Son déploiement est planifié et il a pour objectif d'assurer la protection des événements majeurs. « *S'appuyant sur une évaluation conjointe de la menace et des vulnérabilités, des unités Sentinelle pourront être régulièrement réorientées pour contribuer à la protection d'événements particuliers ou de sites jugés prioritaires. Et ce, de façon discrète et peu prévisible, afin de générer de l'incertitude chez tout agresseur potentiel et de préserver la sécurité de la force, comme c'est du reste le cas pour toute opération extérieure* », a précisé la ministre.

RÉSERVE STRATÉGIQUE

Le dernier niveau consiste en une réserve stratégique de 3 000 hommes pour faire face à une crise d'ampleur exceptionnelle. Ces militaires pourront alors être engagés, pour une durée maximale d'un mois, sur décision du président de la République.

En résumé, l'implication des armées reste entière au profit de la sécurité des Français et le contrat de protection TN 10000, mis en place après les attentats de janvier 2015, reste en vigueur. « *Nous n'avons pas l'intention de baisser la garde* », a insisté Florence Parly.

Cette nouvelle organisation s'accompagne d'une gouvernance renouée et d'une coordination renforcée entre les deux ministères. En concentrant les efforts au bon moment, partout où cela est nécessaire, tant au niveau zonal que national, en anticipant mieux les besoins de sécurisation et en fournissant un effort plus ciblé, elle permet d'en optimiser l'emploi. « *Pour que la nouvelle doctrine de l'opération Sentinelle s'exprime pleinement, les Armées et l'Intérieur vont avoir des échanges encore plus directs et efficaces. C'est pourquoi nous avons décidé de renforcer et de dynamiser la cellule de coordination Intérieur-Défense, pour renforcer son rôle. Elle réunira une fois par mois des responsables militaires et des responsables du ministère de l'Intérieur pour planifier l'emploi des forces en réponse aux besoins exprimés par les préfets* », a souligné la ministre des Armées. ●



© JEAN-BAPTISTE TABONE/ARMÉE DE TERRE

Médecine de guerre

Un savoir-faire plébiscité par les facultés

Une unité d'enseignement santé-défense est proposée depuis septembre 2015 aux étudiants des universités Paris Descartes et Paris Diderot. Dispensé par l'École du Val-de-Grâce, ce cours optionnel, suivi cette année par 130 futurs professionnels de santé, permet d'acquérir des connaissances spécifiques pour soigner en cas de crise grave sur le territoire.

Par Camille Brunier



© PATRICE MAYONDICO

Le 14 octobre, la première séance de l'unité d'enseignement santé-défense était ouverte par le médecin général inspecteur Jean-Didier Cavallo, directeur de l'École du Val-de-Grâce.

Depuis l'attaque de *Charlie Hebdo*, en janvier 2015, l'expertise des armées françaises en matière de médecine de guerre a été largement sollicitée par le monde civil. Un grand nombre de professionnels des services de secours, notamment des médecins

et urgentistes du Samu, ont alors été formés aux gestes à prodiguer en urgence après un attentat par le Service de santé des armées (SSA). Plusieurs formations ont aussi été créées pour les étudiants soignants.

NOUVELLES PROBLÉMATIQUES

En septembre 2015, un nouveau cours baptisé « unité d'enseignement santé-défense », dispensé par l'École du Val-de-Grâce, a été intégré au programme des élèves des universités Paris Descartes et Paris Diderot. Cette formation optionnelle s'adresse aux futurs médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes, en 4^e ou 5^e année selon la spécialité. Elle vise à faire connaître l'action du SSA et à mieux préparer les futurs professionnels de santé aux nouvelles problématiques sociétales. « *Après l'électrochoc du 13 novembre 2015, les doyens des facultés de Paris Descartes ont pris conscience de l'importance de développer les enseignements sur ce type de catastrophe*, précise le médecin en chef Sébastien, responsable technique au centre d'enseignement et de simulation à la médecine opérationnelle du Val-de-Grâce. *Ils souhaitent aussi impliquer les étudiants dans ce qu'on a appelé la résilience de la*

Le 13 novembre 2015, lors de la vague d'attentats qui a touché Paris, les services de secours ont eu à faire face à des problématiques de médecine de guerre.



© MIGUEL MEDINA/AFP

nation, notamment à travers le système de la réserve opérationnelle. Certains ont déjà postulé, d'autres attendent d'être diplômés. » Les cours ont été adaptés pour se focaliser davantage sur la prise en charge des blessés par armes de guerre et depuis l'année scolaire 2016-2017, les élèves sont initiés aux « gestes qui sauvent ». Ce sont ces enseignements spécifiques, dans des domaines où l'expérience de la médecine militaire est reconnue, que les futurs soignants viennent chercher : relève du blessé de guerre, technique du damage control (contrôle des dommages consécutifs aux blessures), risques NRBC (nucléaires, radiologiques, biologiques, chimiques). Les visites d'établissements du SSA (hôpitaux d'instruction des armées, Centre de transfusion sanguine des armées, musée du Val-de-grâce...) sont également particulièrement appréciées. Leur objectif est d'apprendre à réaliser des gestes techniques de médecine d'urgence « sous le feu » et dans les conditions les plus critiques.

Ces situations d'exception constituent le cœur de métier du Service de santé des armées, qui exerce une médecine pré-hospitalière particulière sur les théâtres d'opérations. Jean-Michel Scherrmann, ancien doyen de la faculté de pharmacie

de Paris Descartes, aujourd'hui l'un des responsables de l'unité d'enseignement santé-défense, le confirme : « Nous avons estimé qu'il était important d'unir le Service de santé des armées et le monde universitaire, si possible à l'échelle de toutes les unités de formation et de recherche de santé de Paris, pour permettre à nos élèves, d'une part d'avoir accès à la réserve, mais surtout d'être informés sur les problématiques actuelles. Ce décroisement est nécessaire : la médecine de guerre concentre énormément de disciplines extrêmement intéressantes et utiles pour le monde civil de la santé. Le SSA constitue un terrain d'étude riche pour de futurs médecins, pharmaciens ou chirurgiens-dentistes. »

RETOURS D'EXPÉRIENCES

Cette année, 130 étudiants suivent l'unité d'enseignement santé-défense, contre 80 l'an dernier. « Ces cours m'ont permis d'engager une réflexion profonde sur le rôle de la médecine militaire. C'est primordial maintenant que "le front" est aussi sur le territoire national. On connaît tous un camarade de classe qui était de garde le soir du 13 novembre 2015 et qui s'est occupé des blessés. Ce n'est pas l'enseignement théorique de base qui pourra nous apprendre

comment réagir. Ce partage d'expérience est nécessaire pour faire évoluer le métier de médecin. » explique Thomas, en 5^e année de médecine à Paris Diderot.

« Finalement, ce qui intéresse le plus les élèves, c'est le retour d'expérience que nous leur apportons. Ils veulent nous entendre revenir sur les événements marquants des trois dernières années, les attentats du 13 novembre 2015 à Paris, celui du 14 juillet 2016 à Nice, l'épidémie Ebola en 2015, et sur les difficultés que nous rencontrons en tant que soignant militaire dans ces conditions. Mais ils ne viennent pas seulement pour notre savoir-faire, ils sont aussi là pour notre savoir-être. Ils sont en quête de sens et cherchent ce qu'ils peuvent faire pour apporter leur pierre à l'édifice souligne le médecin en chef Olivier-Paul. Cela représente un challenge pour nous aussi. Cet enseignement nous pousse à bien formuler ce que nous, médecins militaires, souhaitons transmettre. » Pour l'instant, l'unité d'enseignement santé-défense n'est proposée qu'aux universités Paris Descartes et Paris Diderot, et sous forme de modules découverte à la faculté de médecine de Lille et à l'université de Bourgogne Franche-Comté, mais nombreuses sont les facultés qui souhaitent l'intégrer dans leurs programmes. ●

Parés pour le terrain

Dans le cadre de leur formation d'administrateur, des élèves commissaires de 2^e année ont participé à l'exercice Otter 2017. Ils ont enchaîné ateliers métiers et exercices militaires afin de se préparer à leurs futures missions sur un théâtre d'opérations.

*Par Nicolas Cuoco
Photos : Olivier Le Comte/ECPAD*





- 1 Deux élèves assurent la sécurité immédiate d'un véhicule lors d'un entraînement.
- 2 Atelier « déplacement soldes ».
- 3 Les futurs commissaires apprennent aussi à gérer les affaires mortuaires en opex.
- 4 Séance de technique d'intervention opérationnelle rapprochée.
- 5 Cours de maniement de fusils et pistolets automatiques.





Salon-de-Provence, le 30 septembre. La nuit bat son plein à l'École des commissaires des armées (ECA). Installés dans un bivouac, des élèves dorment paisiblement lorsque, à 4h30, ils sont attaqués. Sous le feu de l'ennemi, la sirène retentit. Pris par surprise, ils rejoignent l'abri de protection. Leurs réactions, leurs comportements et leurs capacités à gérer la situation sont observés et analysés par des instructeurs.

Depuis la veille, 36 étudiants de deuxième année participent à l'exercice Otter 2017. Durant deux jours, sur la base d'un scénario inspiré d'opérations extérieures, ces élèves commissaires enchaînent ateliers métiers, exercices militaires et études de cas. Le but ? Les placer dans des situations de stress et de fatigue pour leur apprendre à faire face et à exercer leur métier partout où ils seront projetés. « *En opérations extérieures (opex), personne n'est à l'abri de tirs indirects. L'objectif est donc de les préparer au pire pour acquérir les bons réflexes* », résume le commissaire principal Sébastien, l'un des encadrants. Du fond de l'abri de protection, Nicolas témoigne : « *C'est surprenant et stressant de se lever à la hâte sous le bruit du feu et des détonations.* » Pourtant, dès le début de l'exercice, le commissaire général de 2^e classe Marc de Becdelièvre, directeur de l'ECA, les avait prévenus : « *Durant ces 36 heures, vous allez certainement être confrontés à l'ennemi. Il est toujours imprévisible. Soyez vigilants en permanence et prêts à riposter à ces attaques.* »

Au petit matin, les ateliers se poursuivent, dont un portant sur le recrutement et la gestion de personnels civils locaux sur un théâtre d'opérations, l'une des particularités de leur future fonction. Aidés par des sociétés d'intérim de la région, les commissaires doivent souvent gérer dans l'urgence le recrutement de « *lavandiers, cuisiniers et personnel de soutien médical* », détaille David, commissaire

“ Nous pouvons être envoyés sur un convoi ou amenés à régler un incident avec un intervenant local. Nous sommes bel et bien sur le terrain. ”

en chef de 1^{re} classe et directeur adjoint de l'ECA. *Le but est d'expliquer les enjeux et les procédures pour le soutien de l'homme.* »

Au sein d'un autre atelier, des élèves s'activent devant un cercueil. En opex, les commissaires peuvent être amenés à remplir la fonction d'officier d'État civil, notamment dans le cas du décès d'un militaire. Il leur faut alors conduire la préparation administrative pour le rapatriement du corps, sa mise en bière et les scellés du cercueil. « *Gérer les affaires mortuaires est une fonction très particulière, mais*

nous nous y préparons », indique Matthieu, conscient de l'importance de cette tâche. Un mannequin figure le défunt et chaque geste est joué jusqu'aux scellés. « *Celui qui se prépare au pire conserve l'initiative* », leur répète le commissaire en chef de 2^e classe Stéphane.

MILITAIRES AVANT TOUT

Contentieux, état civil, achats, finances, logistique, gestion de site... Si les commissaires des armées remplissent des tâches essentiellement à caractère administratif, ils n'en demeurent pas moins militaires avant tout. « *Il est important de se maintenir en bonne condition physique et de savoir se défendre car un commissaire n'est pas toujours cantonné dans un bureau* », souligne David, élève béninois de 2^e classe, lors d'une séance de technique d'intervention opérationnelle rapprochée. *Nous pouvons être envoyés sur un convoi ou amenés à régler un incident avec un intervenant local. Nous sommes bel et bien sur le terrain.* »

Après un atelier sur le maniement des armes de type fusil et pistolet automatiques, le capitaine Christophe, chef de la cellule « *préparation et soutien aux activités opérationnelles* » au groupement de soutien de la base de défense de Marseille, confie aux élèves officiers la mission de régler un différend avec un fournisseur local. En patrouille, ils avancent

lentement dans la verdure. Soudain, des tirs fusent, faisant un blessé. Très vite, les élèves s'organisent pour lui porter secours tout en sécurisant la zone. « *Le sauvetage au combat est une notion très importante pour un militaire. Il faut qu'ils aient l'habitude d'être insérés au milieu des autres soldats et qu'ils acquièrent les réactions appropriées comme équipier et comme cadre* », souligne Christophe. *Demain, on oubliera qu'ils sont commissaires, mais on se souviendra qu'ils sont officiers. On attendra d'eux une réaction de chef.* » ●

En immersion dans le quotidien du soldat

L'actuelle exposition du musée de l'Armée, « Dans la peau d'un soldat, de la Rome antique à nos jours », invite à découvrir les aspects de la vie d'un militaire au fil des siècles. Uniformes, paquetages et équipements présentés mettent en exergue les différentes conceptions et les évolutions du métier des armes.

Par Thomas Casaux

INFOS PRATIQUES

Jusqu'au
28 janvier
2018 au musée
de l'Armée
(Paris 7^e) ;
tous les jours
de 10 h à
17 h. Tarifs :
12 euros
(exposition et
ensemble des
collections
permanentes),
8,50 euros tarif
réduit, gratuit
pour les moins
de 18 ans.

Napoléon I^{er} se plaisait à dire que l'« on devient l'homme de son uniforme ». Et des uniformes, on peut en admirer un certain nombre au fil de l'exposition « Dans la peau d'un soldat, de la Rome antique à nos jours ». Mais le projet va plus loin. De l'aveu d'Olivier Renaudeau, l'un des quatre commissaires de l'exposition, cela faisait longtemps que le musée de l'Armée, à Paris, voulait bâtir un rendez-vous autour du quotidien du combattant. C'est maintenant chose faite. Inhabituelle par son étendue chronologique, cette exposition nous invite à découvrir l'environnement quotidien du soldat en campagne. Armes, uniformes, armures, équipements, photographies, documents historiques... Plus de 300 pièces sont présentées. Une grande galerie chronologique d'une vingtaine de figures de soldats ouvre l'événement

et évoque les moments clés de l'évolution de la silhouette du combattant à travers les âges et les types de conflits. La République romaine a été choisie comme point de départ puisque c'est à cette époque que les soldats sont équipés pour la première fois de façon uniforme aux frais de l'État.

UN ROMAIN À L'ORIGINE DU PAQUETAGE

« Face à une crise des effectifs, le consul Caius Marius décide d'ouvrir l'armée à tout le monde. Il faut donc fournir le matériel nécessaire à ceux qui n'en ont pas les moyens, le métier des armes étant jusqu'alors une affaire de privilégiés qui s'équipaient eux-mêmes », explique Olivier Renaudeau. Le visiteur navigue au gré des périodes pour reconnaître le piquier suisse, le zouave des troupes coloniales, ou encore le soldat d'aujourd'hui

et celui du futur. Mention spéciale pour la tenue d'un soldat du corps expéditionnaire envoyé au Mexique par Napoléon III, très proche de celle des guérilleros locaux. Si l'équipement évolue, le poids porté par le soldat varie peu, tournant autour de 35 kilos.

24 HEURES DANS LA VIE D'UN SOLDAT

Cette exposition entend rétablir une vérité mise à mal par les représentations collectives, notamment par le cinéma, du métier de soldat : le combat est loin d'occuper l'essentiel du temps, même si l'épreuve du feu reste l'élément structurant du quotidien. Ainsi, un parcours thématique invite à passer 24 heures dans la vie d'un soldat. Qu'il soit parti à la conquête de Carthage ou en train de marcher au rythme du tambour pour rejoindre les plaines d'Austerlitz, le combattant doit boire, manger, s'habiller, se protéger des aléas climatiques, se soigner... Lorsqu'il est en campagne, il passe donc le plus clair de son temps à s'entraîner, à marcher, à renforcer sa position, à observer, à communiquer, à s'enquérir de la logistique ou encore à tromper l'attente. D'une époque à l'autre, les passe-temps évoluent : alors que le poilu lit ou dessine, « le soldat d'aujourd'hui pianote sur son smartphone », glisse Olivier Renaudeau.

La composition de l'équipement doit répondre aux besoins du soldat. Des éléments incontournables traversent les époques, comme les deux jours de vivres, les objets personnels, les munitions... « La grande similitude entre la gamelle utilisée par le légionnaire romain et celle du soldat américain durant la Seconde Guerre mondiale nous a confortés dans notre idée d'organiser une telle exposition », relève Laurent Charbonneau, également commissaire d'exposition.

NOMBREUSES INNOVATIONS

Néanmoins, les évolutions des formes de guerre, les ruptures techniques, tactiques ou encore les différences culturelles impliquent nécessairement des ajustements dans la composition de l'équipement. Un soldat de l'époque napoléonienne n'a pas de tente pour dormir, la Grande Armée étant très mobile tandis que le poilu se voit doté d'une sorte de hamac adapté à l'environnement des tranchées. Les conditions de vie particulières en campagne ont, en effet, donné naissance à de nombreuses innovations. L'imperméable, le sac de couchage et la nourriture longue conservation ont d'ailleurs été récupérées par le monde civil. Le barda influence aussi l'image que renvoie le militaire. Par exemple, les souliers du soldat, cloutés jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, produisaient un bruit sourd au contact du

sol, ce qui permettait de percevoir au loin le déplacement et l'arrivée de troupes. Avec l'avènement de semelles en caoutchouc, ce bruit disparaît, ainsi que l'imaginaire collectif qui va avec.

À la lumière de cette exposition, nul doute que l'empereur, qui repose aux Invalides, aurait affirmé que l'on devient l'homme de son paquetage. ●

© PARIS - MUSÉE DE L'ARMÉE/DIST. RMN - GRAND PALAIS/ÉMILIE GAMBIER/PASCAL SEGRETTE



-2-

-1- Méhariste
Mannequin représentant un lieutenant des compagnies sahariennes, France 1954-1962.

-2-Armée américaine
Tireur au fusil-mitrailleur *Browning Automatic Rifle* de la 1^{re} armée américaine, hiver 1944.

-3-Pause déjeuner
Des légionnaires français mangent leurs rations à l'intérieur de leur véhicule de l'avant blindé.



-3-

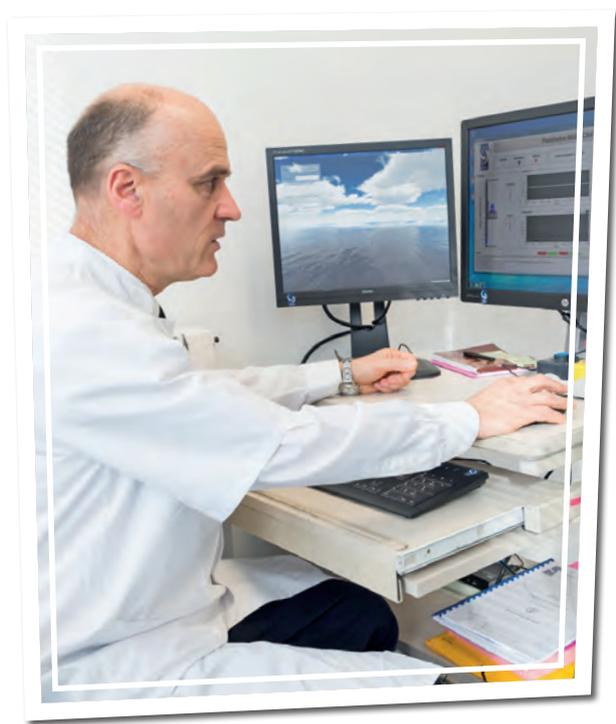
© PARIS - MUSÉE DE L'ARMÉE/DIST. RMN - GRAND PALAIS/ÉDOUARD ELIAS



LA PLATE-FORME DE RÉÉDUCATION DU MAL DE MER

Élaborée à partir des travaux du chef du service ORL de l'hôpital d'instruction des armées de Brest, Nausicaa reproduit les conditions de navigation en réalité virtuelle pour rééduquer les marins souffrant de naupathie. L'une de nos journalistes l'a expérimentée et a tenté d'apprivoiser la houle. Hauts les cœurs...

Par Aude Borel



© CLAIRE LEBRENTRE/DICOD

1 Simuler pour soigner

« Nous recréons les conditions de navigation afin de déclencher les premiers symptômes de la maladie : somnolence, vertiges, nausées... », m'explique le médecin chef des services Loïs Bonne, chef du service ORL de l'hôpital d'instruction des armées Clermont-Tonnerre, à Brest. Nous travaillons sur le conflit sensoriel en essayant d'adapter les gens à ce conflit et sur la cognition, c'est-à-dire la capacité à prendre le dessus, à être acteur du mouvement. » Depuis ses écrans, il va pouvoir contrôler l'amplitude de la plate-forme et l'intensité de la houle. À ces paramètres, s'ajoutent les conditions météorologiques. Embarqués pendant 30 minutes, 75 % des patients surmontent ce haut-le-cœur au bout d'une dizaine de séances.

2 Embarquée sur un chasseur de mines



LE MAL DE MER

En France, 3 millions de personnes souffrent du mal de mer. La naupathie naît du conflit sensoriel entre trois informations : les variations de vitesse perçues par l'oreille interne, la vue et la sensibilité profonde ou proprioception, qui se caractérise par la capacité à sentir les mouvements du bateau à partir des voûtes plantaires.

Le docteur Bonne m'avertit : « *Je vais vous mettre un scénario corsé. Vous serez sur un chasseur de mines.* » Ceinturée et pieds sanglés au siège, casque de réalité virtuelle sur le nez et écouteurs sur les oreilles, je suis plongée dans l'ambiance maritime. Le fauteuil oscille de bas en haut pour simuler les mouvements de la houle. Une mer agitée et un ciel gris apparaissent. Je visualise deux balises, l'une rouge, l'autre jaune. Obéissant aux instructions, je balaye l'horizon du regard. En baissant les yeux, j'aperçois les cubes bleus censés représenter le bâtiment à bord duquel je suis positionnée. « *Vérifiez que votre navire passe bien entre les deux balises à tribord!* », m'ordonne le médecin. J'entends un bruit de moteur et je perçois les craquements du bateau sur l'eau.

3

Des creux et des vagues!



Au bout de 5 minutes, je commence à sentir une légère gêne. Mon assurance du début en prend un sacré coup ! Lorsque le médecin augmente les mouvements de creux, je perds mes repères et peine à me focaliser sur un point précis. Je m'efforce de contrôler ma respiration en ciblant l'abdomen. « *Ça va ? Comment vous sentez-vous ?* » Bof, bof. J'ai la sensation que mon corps suit le remous des vagues. Je ressens les mouvements de roulis et j'oublie presque que c'est une simulation. Mes mains serrent fermement les accoudoirs car je parviens difficilement à anticiper l'effet de pilonnement. Quinze minutes plus tard, le médecin m'annonce la fin du test. Je descends, sonnée et prise de fatigue. Je mettrai une bonne vingtaine de minutes à reprendre mes esprits !

Entre mer et mêlée

À 27 ans, le second maître Linda mène de front son métier de gestionnaire des ressources humaines sur la frégate furtive légère *Guépratte* et une carrière de sportive de haut niveau. Entre passion du rugby et vie quotidienne à bord, rencontre avec une intrépide.

Par Aude Borel

Linda, c'est un physique – 1 m 85, silhouette élancée – et une personnalité solaire. En 2009, son baccalauréat en poche, la jeune femme s'engage dans la Marine nationale. Le hasard des affectations la conduit à Cherbourg, dans la Manche, où elle occupe un poste de gestionnaire des ressources humaines. Un jour, une civile pénètre dans son bureau et lui lance : « *Tu as un gabarit impressionnant, tu es sportive. Tu ne veux pas essayer le rugby ?* » Difficile de convaincre cette accro du ballon rond qui pratique le football depuis quinze ans, mais un premier entraînement avec le club de Flamanville la séduit : « *J'ai adoré ce côté combat, souffrance musculaire, et j'ai trouvé cet esprit de cohésion qui me manquait.* » Pour la militaire, loin de ses racines provençales, l'ovalie devient « *une famille, un véritable pilier* ». Complexée par sa taille, elle trouve également de l'assurance grâce à ce sport. « *En CP, lors d'une sortie scolaire, les enfants de ma classe ont monté des poneys. Moi, je me suis retrouvée à cheval, seule avec un instructeur* », confie Linda. Une anecdote qui l'a profondément marquée, jusqu'à ce que sa carrure ne devienne un atout sur le gazon. « *Au rugby, on accepte tout le monde. Il n'y a pas de discrimination, mais une complémentarité des gabarits* », explique-t-elle. En 2011, elle intègre le Rugby club de la Marine nationale. À la même période, elle réussit avec brio son brevet d'aptitude technique et

poursuit sa carrière militaire au Centre d'expertise des ressources humaines de Toulon. L'entraîneur de La Valette lui propose un contrat professionnel. Une aubaine. La voilà leader chez les avants au poste de deuxième ligne. À partir de 2015, Linda enfile le maillot de l'équipe de France de la Défense. Son endurance et son courage défensif, entre autres, lui valent d'être

“

Je suis une aventurière. J'ai toujours rêvé d'exercer un métier permettant de combiner mes passions.

”

nommée capitaine. Des valeurs du terrain telles que le partage, l'esprit d'équipe et la combativité, le second maître les retrouve à bord de la frégate *Guépratte*, où elle officie depuis septembre 2016. Gestionnaire des ressources humaines, elle s'acquitte de tâches aussi bien administratives que de surveillance. Seule femme de la brigade de protection, Linda peut être amenée à intervenir sur un

navire suspect lors d'une mission opérationnelle. « *J'aime l'adrénaline procurée par le déploiement en équipe de visite et le sentiment d'être au cœur de l'opération* », commente-t-elle. De mère tunisienne et de père italien, cette polyglotte parle français, anglais, arabe et italien. Un atout lorsque les forces secourent des populations en détresse. La générosité, valeur familiale cardinale, l'a poussée à effectuer dès l'adolescence des missions humanitaires en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. « *Je suis une aventurière. J'ai toujours rêvé d'exercer un métier permettant de combiner mes passions : voyage, mer et sport* », livre-t-elle. Pas toujours évident d'allier sa carrière de rugbywoman à la vie embarquée. Alors pour ne pas perdre en qualité physique, son coach lui concocte un programme sur mesure. Cardio, musculation et gainage : Linda s'entraîne 1 h 30 chaque jour. « *En mer, avec d'autres joueurs, on se fait des petites passes et des lancers en touche pour ne pas perdre la gestuelle.* » À terre, l'officier marinier chausse les crampons pour trois entraînements hebdomadaires. Linda le concède, son emploi du temps laisse peu de place à une vie privée : « *Quand je ne suis pas au boulot, je suis au rugby.* » Pour ajouter une corde à son arc, Linda passera son certificat de plongeur de bord en février 2018. Si la deuxième ligne rêve du XV de France, le stade toulousain et l'AS Bayonne l'ont déjà approchée. ●

LINDA
EN 6 DATES

1990

Naissance à Grasse

2008

Préparation militaire
marine à Cannes

2009

Engagement dans
la Marine nationale

2011

Intègre le Rugby club
de la Marine nationale

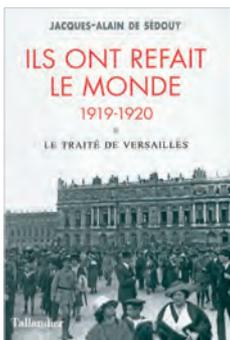
2016

Première affectation
embarquée à bord
du *Guépratte*

2017

Nommée capitaine de
l'équipe de France
de la Défense



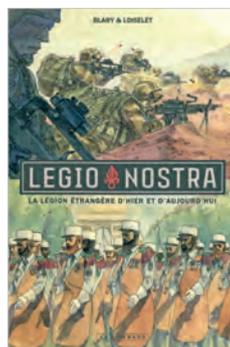


ILS ONT REFAIT LE MONDE, 1919-1920, le traité de Versailles

Le 28 juin 1919, les Alliés et l'Allemagne signent un traité de paix à Versailles, là même où l'Allemagne victorieuse avait proclamé son empire en 1871. Ce traité, qui prévoit d'importantes réparations, la restitution de territoires et des garanties de sécurité, est rapidement vécu par les nationalistes allemands comme une humiliation, et nombreux seront ceux qui, plus tard, en feront la cause de

l'arrivée au pouvoir d'Hitler. L'historien Jacques-Alain de Sédouy réexamine ici toutes les idées, parfois préconçues, qui ont fait la mauvaise réputation de ce traité. À partir d'une documentation inédite, il retrace les débats, les arrière-pensées, les négociations secrètes, et réfute l'idée d'une humiliation programmée de l'Allemagne. Une immersion passionnante dans les arcanes de la diplomatie d'après-guerre.

Jacques-Alain de Sédouy, éd. Tallandier, 346 p., 23,50 euros

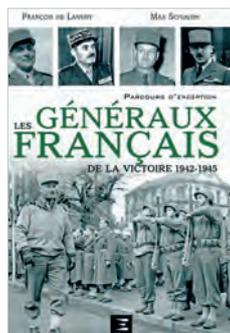


LEGIO NOSTRA, La Légion étrangère d'hier et d'aujourd'hui

Cette bande dessinée commence dans la nuit du 27 au 28 janvier 2013. Vers 2 heures du matin, 250 hommes du 2^e régiment étranger de parachutistes (REP) sautent sur Tombouctou pour prendre à revers les bandes djihadistes qui refluent vers le nord du Mali. À partir de cette accroche, le scénariste Hervé

Loiselet et le dessinateur Benoît Blary racontent la Légion : son histoire, ses traditions, son quotidien... et sa participation décisive à l'opération Serval. Un album volontairement pédagogique, qui rappelle les valeurs exemplaires de la Légion étrangère et qui rend hommage aux soldats du 2^e REP tombés au Mali.

Hervé Loiselet, Benoît Blary, éd. du Lombard, 115 p., 17,95 euros

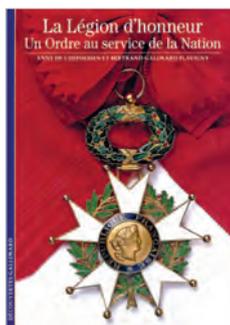


LES GÉNÉRAUX FRANÇAIS DE LA VICTOIRE, 1942-1945

Les historiens François de Lannoy et Max Schiavon avaient publié dans la même collection, en 2013, *Les Généraux français de 1940*. Ce second volet présente les officiers généraux ayant joué un rôle important de 1942 à 1945, lors des campagnes de Tunisie, d'Italie, de France et d'Allemagne. Certains – Leclerc, de Lattre de Tassigny,

Koenig – sont entrés au Panthéon des mémoires collectives ; d'autres, comme Koeltz, de Hesdin ou Carpentier, sont restés dans l'ombre du roman national bien que leur action ait été décisive. Cet album retrace les biographies de chacun de ces 37 généraux, célèbres ou méconnus, qui participèrent à la victoire contre l'Allemagne.

François de Lannoy, Max Schiavon, éd. ETAI, 192 p., 45 euros



LA LÉGION D'HONNEUR, un Ordre au service de la Nation

Lorsqu'il crée la Légion d'honneur, en 1802, Bonaparte souhaitait réunir dans un même corps les savants les plus éminents de la Nation et de simples soldats de la Révolution. En quelques années, la Légion d'honneur deviendra, sur les champs de bataille de l'Empire, une institution rivalisant avec les grands ordres

monarchiques européens. Après plus de deux siècles d'existence continue, quelle est aujourd'hui la signification de cette distinction ? Quels mérites récompense-t-elle au juste ? Ce petit guide illustré répond à toutes les questions sur cet ordre unique et prestigieux.

Anne de Chefdebien, Bertrand Galimard Flavigny, éd. Gallimard, 128 p., 15,10 euros



LE DICTIONNAIRE DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

L'entrée dans le XXI^e siècle n'a pas relégué la guerre dans la catégorie des reliques de l'histoire, bien au contraire. Depuis le 11 septembre 2001 jusqu'aux actions menées par l'État islamique en passant par les interventions au Moyen-Orient ou au Mali, les événements récents confirment son actualité. Affectée par une série de mutations qui dépassent les seules innovations technologiques et l'irruption de nouveaux acteurs stratégiques, la guerre doit être pensée dans toutes ses dimensions, historiques et philosophiques, politiques et militaires, juridiques et prospectives. Et une telle entreprise ne peut être conduite sans que, en symétrie, la paix soit appréhendée dans ses fondements, ses modèles et ses conditions. Regroupant plus de 300 entrées et faisant appel à plus de 200 contributeurs – universitaires, militaires, acteurs de la société civile –, ce dictionnaire offre une série de repères indispensables pour analyser ces enjeux de notre temps, avec un double objectif : constituer un ouvrage de référence en langue française sur les questions stratégiques et contribuer à la consolidation des études sur la guerre et la paix dans le monde francophone.

Sous la direction du général Benoît Durieux, de Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Frédéric Ramel, éd. PUF 1560 p., 39 euros

MON ÉPARGNE ?

BIEN TROP CAPITALE
POUR LA CONFIER
AU HASARD.

ASSURANCE VIE
Plan ÉPARMIL

-50% sur les frais
sur versements libres
jusqu'au 1^{er} décembre 2017*

* Offre valable sur les versements par chèque ou carte bancaire reçus au Siège de l'AGPM le 01/12/2017 au plus tard. Après cette date, les frais correspondront à ceux du barème précisé dans les dispositions générales.

© Shutterstock • AGPM Vie - Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes régie par le Code des assurances.
SIRET 330 220 419 00015 APE 6511Z - Rue Nicolas Appert 83086 TOULON Cedex 9 - Téléphone 32 22 depuis la France métropolitaine
(service gratuit + prix d'un appel) et le + 33 4 94 61 57 57 depuis l'étranger (Drom, Pom inclus). Télécopie 04 94 20 25 93
Internet www.agpm.fr • A17C198 • ADA.

Je confie mon assurance vie
à **UN GROUPE D'ASSURANCE
MUTUALISTE ET D'ÉTHIQUE
MILITAIRE.**



Contactez votre conseiller

 agpm.fr

32 22 Service gratuit
+ prix appel

LA SOLIDARITÉ EST DANS NOS GÈNES

ASSURANCE, ÉPARGNE, SANTÉ, PRÉVOYANCE



L'AGPM EST TÉGO

OFFRE SPÉCIALE

-20%*

Assurances
auto + habitation

EN VOITURE
ET À LA MAISON,
ON EST TÉGO.



Découvrez nos solutions d'assurances auto et habitation dédiées
aux professionnels de la communauté Défense-Sécurité et leur famille.

**AGPM, GMPA, AVEC VOUS,
POUR VOUS, NOUS SOMMES TÉGO**

Retrouvez les coordonnées
de votre conseiller sur :

 agpm.fr

 gmpa.fr

AGPM Assurances - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie par le Code des assurances - SIRET 312 786 163 00013 - APE 6512Z - Mandataire non exclusif en opérations de banque et en services de paiement n° ORIAS 13005766 - www.orias.fr - Rue Nicolas Appert 83086 TOULON CEDEX 9 • **Groupement Militaire de Prévoyance des Armées (GMPA)** - Association déclarée, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, fondée en 1949 - 20 place de Seine, 92 086 LA DEFENSE CEDEX A170077 • **Fédération Tégó** - Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 14 septembre 2015 - 51 rue de Miromesnil 75008 PARIS • © Gettyimages/673024525 • A170077 • Armées d'aujourd'hui * Offre promotionnelle "Pack Auto/Habitation" de -20% la 1^{re} année. Vous profitez de cette réduction jusqu'au prochain renouvellement annuel de votre contrat. Offres soumises à conditions. Il est nécessaire de créer ce pack soit en souscrivant simultanément un contrat Automobile et un contrat Habitation, soit de le compléter en souscrivant le contrat manquant. Offre valable pour tous contrats repartant au Pack signés avant le 31/03/2018.